

Numéro 150 du 23 mai 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

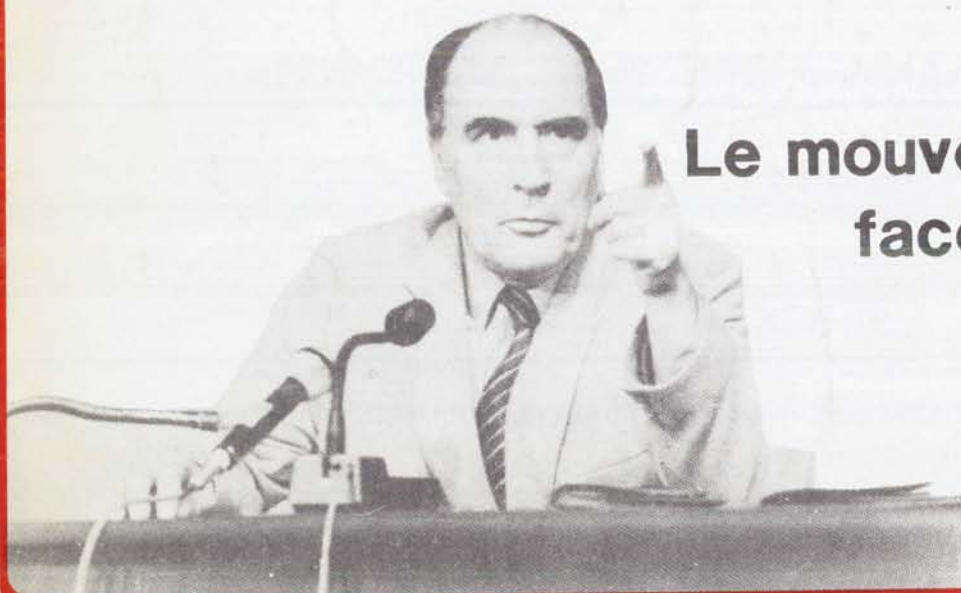
PORTUGAL

**Après la victoire
socialiste
aux législatives**



FRANCE

**Le mouvement ouvrier
face à l'austérité**



IRAN

La répression contre le Toudeh et le cours de la direction Khomeyniste

Sommaire du numéro 150 du 23 mai 1983

3	FRANCE	Le mouvement ouvrier face à l'austérité	Francis SITEL
8	PORTUGAL	Progression socialiste et défaite de la droite aux législatives	Francisco LOUÇA
9	—	Résolution du comité central du PSR	DOCUMENT
11	POLOGNE	La force vive de Solidarité	Jacqueline ALLIO
12	—	La parole à Jozef Pinior	DOCUMENT
14	CHINE	Une nouvelle revue du Mouvement démocratique	« PRINTEMPS DE CHINE »
17	EL SALVADOR	Après la mort des commandants Marcial et Ana Maria	Vincent KERMEL
18	—	Communiqué des Forces populaires de libération (FPL)	DOCUMENT
19	—	La lutte des classes, moteur de la guerre populaire de libération	Salvador CAYETANO CARPIO
22	IRAN	La répression du Toudeh marque une nouvelle étape de l'évolution du régime	Michel ROVERE
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		ISLANDE : Au bord du volcan. SUISSE : le PSO et l'initiative socialiste sur les crédits militaires. FEMMES : La rencontre de Turin, « les femmes et le travail ». AFRIQUE DU SUD : Un pas en avant dans l'unité syndicale. PAYS-BAS : « Rebel » contre la crise et pour le socialisme. GROENLAND : Les bases US au centre de la campagne électorale.	
28	RFA	La seconde Convention européenne pour le désarmement nucléaire	Jacqueline ALLIO

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

Commune

[illegible]

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Le mouvement ouvrier face à l'austérité

Premières réactions ouvrières à la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy

LA brutalité du dernier programme d'austérité du gouvernement Mitterrand-Mauroy, le plan Delors, a satisfait les milieux patronaux qui ont sauté sur l'occasion pour exiger encore davantage (1) ! Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français (CNPF), a réclamé, au cours d'une entrevue avec le président de la République, la liberté totale de licenciement, l'allègement substantiel des charges des entreprises, le développement par tous les moyens du travail à temps partiel, la possibilité d'adapter, sans contraintes, horaires de travail et effectifs en fonction des aléas économiques. Quant aux dirigeants des partis bourgeois, ils hésitent visiblement entre deux attitudes : soit la désapprobation globale du plan gouvernemental, ce qui leur permet de taxer la gauche d'incompétence et de l'accuser de mener une « politique de régression sociale », soit l'aveu de leur profonde satisfaction à voir le gouvernement prendre de telles mesures, ce qui leur permet de se gausser des reniements du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste français (PCF), tout en enfonçant le clou de la fatalité de l'austérité et de l'effort. La bourgeoisie sait bien, en effet, que cette politique est tout bénéfice pour elle : les partis ouvriers prennent la responsabilité de mesures anti-ouvrières et se discréditent ainsi aux yeux des travailleurs, creusant de la sorte leur propre tombe.

Du même coup, la majorité gouvernementale se trouve mise à rude épreuve, précisément sur ses points faibles. Tout d'abord, au sein même du PS, nombre de dirigeants ne taisent pas leurs critiques, ni leur appréciation générale du plan Delors, selon laquelle il est condamné à l'échec. Quant au PCF, il se trouve placé dans une situation particulièrement difficile. Contraint de maintenir le choix de sa participation au gouvernement, il se voit obligé de soutenir pleinement la politique ac-

tuelle. Or, celle-ci apparaît de plus en plus ouvertement comme contradictoire avec ce qu'il a défendu jusqu'à présent et ce qu'il continue à présenter comme étant ses propres propositions. En mettant en avant quelques amendements, en critiquant le recours à la procédure des ordonnances (2), le PCF s'efforce simplement de se démarquer, mais il ne parvient pas à échapper, du fait de sa présence au gouvernement, à l'évidence de sa responsabilité dans l'application de cette politique.

C'est entre le mouvement syndical et le gouvernement que les contradictions se font les plus fortes. Les directions de la Confédération générale du travail (CGT), de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) apportent un soutien sans faille au gouvernement, mais le nouveau plan Delors met ces dernières en situation très difficile. Tandis que la Confédération générale des cadres (CGC) anime la fronde anti-gouvernementale, Force ouvrière (FO), organisation très réformatrice qui, malgré ses liens avec la social-démocratie se dit « apolitique », se présente depuis plusieurs mois comme le syndicat qui, au nom de l'indépendance syndicale, ne ménage pas ses critiques au gouvernement et affirme même refuser l'austérité. Et cela lui permet de marquer des points auprès de certaines catégories de travailleurs.

Dans ces conditions, les directions de la CGT, de la CFDT et de la FEN se trouvent confrontées aux réactions, qui promettent d'être très vives, des travailleurs frappés par les mesures gouvernementales.

Toutes ces questions renvoient, en effet, à l'inconnue majeure de la situation, à savoir quelles seront, deux ans après le 10 mai 1981, les réactions de la classe ouvrière face à cette brutale politique d'austérité.

Francis SITEL

A bien des égards, la situation sociale française depuis deux ans est apparue déconcertante. La victoire éclatante des partis ouvriers en mai et juin 1981 a conduit à une série d'événements hors du commun : un président de la République, François Mitterrand, issu du PS, qui avait toujours condamné la constitution gaulle de la Ve République et maintenu, contre vents et marées, la ligne d'union avec le PCF ; une majorité électorale pour les partis ouvriers sans précédent historique ; un gouvernement à majorité socialiste incluant quatre ministres communistes, ce qui ne s'était pas vu depuis la Libération (1945-1947), et ne laissant place qu'à quelques représentants potiches d'organisations bourgeoises croupions. Et cela, après vingt-trois années de règne sans partage de la droite.

COMME EN 1936 ?

Deux précédents peuvent être évoqués face à la situation ouverte par mai 1981 : celui de la Libération et celui de la victoire du Front populaire en 1936. Et, de ce fait, la référence à 1936 étant

obsédante, presque toutes les organisations politiques se sont mises à craindre — et certaines à espérer ! — une grande mobilisation ouvrière venant confirmer l'analogie historique. Pour sa part, François Ceyrac, alors président du CNPF, qui n'a jamais fait dans la nuance, n'hésitait pas à s'écrier : « La situation est pire qu'en 1936 ! »

Or, si un certain nombre de grèves et de mobilisations ont bien eu lieu, celles-ci sont restées limitées et réduites à des secteurs précis : ce fut l'action pour les 39 heures sans diminution de salaire, mais aussi la mobilisation pour imposer le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale et, surtout, les grandes grèves de l'automobile de l'automne 1982 et du printemps 1983, qui touchèrent la totalité des grandes usines de ce secteur clé, où les travailleurs immigrés constituent l'écrasante majorité de la main-d'œuvre (3).

Mais, paradoxalement, le bilan de ces deux dernières années est dominé par des facteurs opposés : l'absence, jusqu'à ce jour, d'une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière et l'inexistence d'un mouvement de fond d'adhésion des travailleurs en direction de leurs organisations ouvrières

traditionnelles. Le mouvement de désyndicalisation s'est poursuivi, l'affaiblissement du PCF s'est considérablement aggravé, et, après un mouvement limité d'adhésions après le 10 mai 1981, le PS lui-même a vu ses effectifs stagner de façon significative. Plus nettement encore, les mesures d'austérité de juin 1982, qui introduisaient une rupture brutale avec les engagements pris jusque-là et établissaient le blocage des salaires — ce que le régime giscardien précédent n'avait pas osé faire — n'ont pas provoqué de fortes réactions des travailleurs sous forme de mobilisations et de grèves.

Ainsi, apparemment, c'est une certaine apathie qui a dominé le mouvement ouvrier. Tandis que la droite multipliait mobilisations et manifestations de rue, les

1. *Inprecor*, numéro 148, 25 avril 1983, « La politique d'austérité du gouvernement Mauroy-III », Francis Sittel.

2. La Constitution française donne le droit au président de la République de signer des ordonnances et des décrets ayant force de loi, après délibération du Conseil des ministres. Le gouvernement demande au Parlement de donner son accord pour cette procédure sans débat sur le fond.

3. *Inprecor*, numéro 144, 28 février 1983.

organisations ouvrières apparaissent étrangement silencieuses et immobiles, n'appelant à aucune manifestation jusqu'à ce 1er mai 1983 où CGT, CFDT et FEN ont organisé des cortèges unitaires.

Est-ce à dire que le « réalisme » affiché par le gouvernement, qui veut que la politique suivie soit celle du « compromis social », autrement dit de la collaboration de classes, est partagé par la classe ouvrière ? La réalité est toute autre. Malgré les apparences d'immobilisme et de calme social, il faut comprendre que la situation est en fait éminemment mouvante et contradictoire, et que ces deux dernières années ont représenté une phase de maturation de ces contradictions. Plusieurs éléments spécifiques de cette phase peuvent être soulignés.

Malgré ce que Mitterrand avait qualifié d'« état de grâce » — période d'attente, par les travailleurs, des premières mesures de la « nouvelle politique » si longtemps et ardemment souhaitée —,

leurs, dans leur majorité, n'ont pas voulu jusqu'à présent engager une action d'ampleur, par crainte de mettre en difficulté un gouvernement en butte aux attaques de cette même droite. Et c'est cela aussi qui s'est manifesté lors du second tour des élections municipales par la remobilisation d'une partie des abstentionnistes du premier tour. Au demeurant, le seul argument dont disposent, dans les entreprises, les militants socialistes et communistes, bien incapables de défendre la politique gouvernementale, est précisément l'argument selon lequel il ne faut pas créer des difficultés au gouvernement, sous peine de faire le jeu de la droite.

La bourgeoisie, pour sa part, est pleinement consciente de cette situation. Son habileté politique consiste à préparer la chute du gouvernement, sans trop apparaître désireuse de précipiter les échéances électorales en engageant une offensive finale contre la majorité née du 10 mai. Tout écart de sa part par rapport à

mais tout le monde est parfaitement conscient que, quelle que soit leur prudence de langage, la droite et le patronat n'ont qu'un objectif : renverser, dès que possible, la majorité gouvernementale issue du 10 mai. De ce fait, la politique de la majorité apparaît avec de plus en plus de netteté comme une politique suicidaire. Multiplier les cadeaux au patronat en les payant de coups portés aux travailleurs et de reniements sans gloire c'est, en effet, préparer inexorablement la défaite.

Cette question est aujourd'hui au centre de toutes les réflexions, et les déri-geants du PS en débattent publiquement : après la leçon des élections municipales, le fait, pour le gouvernement, d'engager une politique encore plus ouvertement anti-ouvrière ne peut qu'amplifier l'écho donné à cette préoccupation. Le thème de l'échec constitue aujourd'hui un des révélateurs de la crise très profonde qui traverse partis et syndicats. Et il nourrit une réflexion de grande ampleur parmi les travailleurs autour d'une interrogation clé : la politique menée par le gouvernement, contraire aux revendications et aux espoirs des travailleurs, menant à l'échec, quelle autre politique pourrait et devrait être engagée ?

C'est dire que loin de se stabiliser, la situation nouée le 10 mai est travaillée en profondeur par de multiples mouvements. La lutte des classes, loin d'être sublimée en un douteux compromis, constitue bien, pour reprendre l'expression de Jean Poperen, secrétaire national du PS, le « fil directeur » des évolutions en cours (4).

LA QUESTION CLÉ : LE REFUS DE L'AUSTÉRITÉ

Certains voudraient banaliser cette situation en s'efforçant de démontrer que la victoire électorale du 10 mai 1981 n'a constitué qu'un épiphénomène dont il conviendrait de ne pas surestimer l'importance. Or, le 10 mai symbolise la force du refus de l'austérité au sein de la classe ouvrière. Le rassemblement majoritaire qui s'était alors constitué s'était réalisé sur la base d'une volonté commune d'en finir avec le régime de Giscard-Barre, qui apparaissait comme responsable du chômage et de l'austérité. L'engagement de Mitterrand d'impulser une « autre politique » s'attaquant prioritairement à la question du chômage a constitué un élément décisif du succès électoral. Or, l'élan a été suffisamment puissant pour réaliser l'exploit de faire élire Mitterrand, malgré les conditions très défavorables provo-



Grève à l'usine Renault-Flins contre le licenciement de délégués syndicaux de la CFDT. (DR)

une certaine distanciation critique des travailleurs à l'égard du gouvernement est apparue très tôt et s'est affirmée à partir de juin 1982. Il est clair, dans ces conditions, que le thème majeur du « rassemblement national pour une politique de rigueur », qui est celui de Mitterrand aujourd'hui, ne rencontre guère d'écho dans la classe ouvrière et ne suscite pas l'adhésion. La politique gouvernementale de compromis apparaît à une large échelle pour ce qu'elle est : une politique de cadeaux au patronat, sans que celui-ci, en retour, y réponde positivement en quoi que ce soit. Cette politique a d'ailleurs été sanctionnée lors des élections municipales de mars 1983 par l'échec électoral du PS et du PCF.

Par contre, et là encore les municipales ont servi de test, la volonté de ne pas permettre le retour de la droite reste vigoureuse chez les travailleurs. Le capital politique dont disposent encore le PS et le PCF tient essentiellement au fait qu'ils apparaissent comme le seul rempart face à la menace du retour de la droite. C'est cela qui explique que les travail-

cette ligne s'est révélé être une erreur. Ainsi, lors des municipales, tout en s'efforçant de rester prudente, la coalition bourgeoise a formulé trop clairement, par la voix de Jacques Chirac, dirigeant du Rassemblement pour la République (RPR), ce que sont ses véritables objectifs, provoquant ainsi la remobilisation ouvrière. Le CNPF, plus malin et n'étant pas soumis aux mêmes contraintes, a su tirer les leçons de la situation et jouer habilement. Lors du débat sur la loi des 39 heures, il était monté en première ligne, pour exiger des diminutions salariales correspondantes et le ratissage des acquis, et s'était alors heurté à une forte mobilisation des travailleurs le contraignant à reculer. Lorsqu'il s'est agi de démanteler les divers systèmes d'indexation des salaires sur les prix, le patronat n'a pas réédité cette erreur et s'est en permanence abrité derrière... les décisions gouvernementales ! Expliquant qu'il ne faisait que se plier fort civiquement à la légalité fixée par le gouvernement de gauche !

Ce petit jeu peut permettre au patronat d'éviter de coûteux affrontements,

4. Jean Poperen a utilisé cette expression dans un texte qui sera soumis au prochain congrès du Parti socialiste, dont le Monde du 28 avril 1983 a publié des extraits. Poperen y écrit entre autres : « Nul ne songe à ignorer les contraintes de l'économie (en fait, on songe surtout à ça), mais l'échec, l'échec surtout d'un gouvernement de gauche, est assuré si ce gouvernement sacrifie ses obligations politiques aux contraintes de l'économie. (...) Notre soutien populaire s'affaiblit, le deuxième tour de mars 1983 nous a donné un sursis, et, depuis lors, la situation s'est encore détériorée. Ce sursis sera vite épuisé et, au-delà, la chute risquerait d'être irrémédiable. »

quées par la division PS-PCF et le scepticisme entretenu par la direction de la CFDT.

Il est vrai, et là se situe la limite principale de la victoire du 10 mai 1981, que cet élan en faveur du changement a trouvé une traduction uniquement électorale. Les éléments de désorientation et de démobilitation liés à la rupture de l'Union de la gauche (PS-PCF-radicaux de gauche) en 1978, à l'absence de grandes mobilisations contre les plans d'austérité de Raymond Barre, n'étaient pas pour autant surmontés. De même, la polarisation depuis plusieurs années sur les échéances électorales, empêchait les travailleurs de saisir la nature exacte de la politique de la bourgeoisie dans le cadre de la crise, et ne leur avait permis qu'un apprentissage limité des moyens d'y faire face. Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, ces facteurs de démobilitation, de division et de désorientation ont continué à jouer au-delà du 10 mai 1981, alors que le bouleversement de la situation politique et les nouvelles dispositions des forces politiques par rapport au gouvernement rendaient infiniment plus complexes les mo-

dalités de lutte des travailleurs. Ceux-ci se sont trouvés confrontés à une politique anti-ouvrière impulsée par ceux-là mêmes qu'ils avaient élus, d'où une situation marquée par la réflexion politique très intense des militants et des travailleurs, tandis que les capacités d'intervention directe par la lutte apparaissent réduites.

Pourtant, précisément en fonction du 10 mai 1981, de tout ce qui l'a précédé et du discours tenu par les partis ouvriers, il est clair que les travailleurs n'ont en rien avalisé l'idée que l'austérité serait un mal nécessaire. Cela signifie qu'il ne saurait y avoir de leur part, dans les conditions actuelles, d'adhésion à un projet politique de gestion de la crise. C'est pourquoi, à travers les diverses variantes des gouvernements qu'il a dirigés, Pierre Mauroy s'est toujours efforcé d'apparaître comme le défenseur d'une politique qui n'accepte pas de se plier aux impératifs capitalistes.

Le courant rocardien est le seul qui, au sein du PS, affiche un projet délimité par les « contraintes de la crise », ce qui l'amène, par exemple, à préconiser une diminution du temps de travail assortie d'une diminution des salaires, et à reven-

diquer une rigueur accrue. Encore convient-il de noter que ces propositions sont le plus souvent présentées comme des remèdes efficaces au problème du chômage. L'écho réel que rencontrent ces positions passe par le relai de la direction de la CFDT, car, au sein du PS, le courant rocardien apparaît relativisé et en difficulté, même si la politique mise en œuvre par Jacques Delors est assez conforme à cette sensibilité.

En effet, ni le PS ni Mitterrand ne sont prêts, dans le cadre des rapports de forces actuels, à calquer leur discours officiel sur la politique réelle qu'ils mènent. Loin d'inviter les travailleurs aux sacrifices et à l'effort au nom des nécessités de gestion de la crise, ils préfèrent expliquer que leur politique, s'appuyant sur les nationalisations, est une politique de rupture par rapport à celle du régime précédent, et que seules des difficultés conjoncturelles, telles que la faiblesse du franc et le déficit du commerce extérieur, les contraignent à prendre des mesures d'exception.

Ce qui est vrai du PS l'est évidemment encore davantage de la part du PCF, dont tous les efforts tendent à expliquer que la politique gouvernementale va « dans le bon sens », celui du changement et que, malgré ses « limites », elle permet d'avancer dans la réalisation d'une « économie mixte » qui serait déjà le socialisme en marche !

Mais, à force de parler de « relance de l'économie », de « lutte contre le chômage » et d'une « autre logique économique », les dirigeants du PS et du PCF se sont mis gravement en porte-à-faux par rapport aux masses, qui voient que leur politique concrète n'est qu'une adaptation aux exigences du patronat. Dans ces conditions, la politique d'austérité menée par Jacques Delors apparaît assez clairement comme un reniement par rapport aux engagements initiaux et comme une capitulation devant les exigences du patronat et des milieux d'affaires internationaux. Et, du coup, le soutien apporté par les directions du PS, du PCF et des syndicats dans le freinage des luttes, pour efficace qu'il soit, ne saurait être perçu comme une politique clairement définie et susceptible d'être argumentée. Il s'agit d'un appui quelque peu honteux et difficile à justifier politiquement, ce qui ne peut qu'accélérer la crise au sein de ces organisations.

L'ACCÉLÉRATION DES PROCESSUS EN COURS

Les mois de mars et d'avril 1983 ont été marqués par la conjonction de plusieurs événements politiques qui tendent à opérer des modifications en profondeur de la situation. Celles-ci ne peuvent aller sans conséquences en ce qui concerne la conscience des masses et les organisations ouvrières. Il s'agit non seulement de l'échec de la gauche aux municipales, mais aussi du plan gouvernemental d'austérité et du changement de cap qu'il représente, ainsi que de l'entrée en action d'un certain nombre de couches sociales.

Déclarations de l'opposition syndicale

DANS LA CFDT ...

Le discours du gouvernement dans les premiers mois qui ont suivi mai 1981 sur la nécessaire mobilisation sociale, discours identique émanant de la CFDT par sa confédération, ne prend plus qu'une forme incantatoire. Comment les salariés pourraient-ils se mobiliser quand le gouvernement soumet toute idée de progrès social à un compromis avec le patronat pour redresser l'économie, quand la CFDT, par sa confédération, abandonne peu à peu son rôle revendicatif pour s'inscrire dans la même logique ? Celle-ci démobilise les travailleurs face à un patronat qui voit par contre sa marge de manœuvre élargie à tous les niveaux. Elle mine le syndicalisme à la base dans les entreprises en renforçant le sentiment des salariés que celui-ci ne sert à rien. Elle accroît le malaise des militants qui ne savent plus où se situer. Le patronat est mis ainsi en situation de pouvoir utiliser les droits nouveaux pour imposer aux salariés ses propres normes de productivité. Le choc créé par les élections municipales et celui du deuxième plan de rigueur pourraient être salutaires si la CFDT prenait les moyens de transformer ces revers en contre-offensive sociale.

(Extrait d'un texte intitulé « Pour une autre démarche syndicale », adopté comme base de regroupement par plusieurs dizaines de syndicats CFDT de la région parisienne, le 19 avril 1983. Ce texte a été largement diffusé par l'AFP et de nombreux quotidiens.)

DANS LA CGT ...

Il n'est plus possible aujourd'hui de se contenter de mener la lutte uniquement dans les entreprises, face au patronat, pour les revendications, car il se trouve que les mesures du gouvernement vont dans le sens souhaité par les patrons, et non par les travailleurs.

Se cantonner à organiser uniquement l'action dans l'usine ne peut être compris par les travailleurs, à plus forte raison par nos syndiqués. Cette attitude est plus de nature à démoraliser qu'à se battre. Des démissions récentes de militants de nos syndicats en sont malheureusement la preuve.

La CGT est indépendante des partis et du gouvernement. Nous devons le prouver une nouvelle fois en organisant la riposte à la hauteur des exigences, pour défendre les intérêts de la classe ouvrière.

(Extrait d'une lettre adressée par cinq sections syndicales CGT des métaux de Cherbourg au secrétaire général de la CGT, Henri Krasucki.)

Successivement, on a ainsi vu se mettre en mouvement : les étudiants en médecine, hostiles au projet de réforme renforçant la sélection ; les internes et chefs de clinique des hôpitaux ; les paysans, sur la question des montants compensatoires ; puis les étudiants de diverses facultés par rapport au projet du ministre de l'Éducation, Alain Savary. A cela, il faut ajouter une manifestation relativement massive de petits patrons, de commerçants et d'artisans qui, nettement marquée à l'extrême droite, s'est terminée par des violences.

Par rapport à toutes ces mobilisations, la droite s'est efforcée de se saisir de ces mouvements, voire de les impulser pour leur donner une dynamique d'affrontement avec le gouvernement. Dans le cas des étudiants en droit, quelques groupes fascistes, implantés dans ce milieu, sont parvenus à prendre la direction des manifestations et à provoquer des affrontements violents avec la police.

Cette agitation sociale a permis à certains commentateurs de vulgariser le thème de : « C'est Mai 1968 à l'envers » ! Appréciation qui n'a pas grand sens, mais qui permet de créer un « climat » ... auquel Mitterrand a répondu, lors de son voyage dans le Nord du pays, en invoquant « l'autorité de l'Etat » !

Ce qui est important du point de vue de la classe ouvrière, c'est que tous ces événements montrent de façon précise que la droite est à l'offensive et que, par tous les moyens, y compris celui des affrontements violents, elle est décidée à revenir au gouvernement. Face à elle, la majorité apparaît incapable d'enrayer ces attaques, de répondre correctement aux mobilisations de ces diverses catégories socio-professionnelles, en satisfaisant les revendications légitimes et en opérant des clivages de classes en leur sein.

Ces facteurs politiques tendent à faire progresser parmi les travailleurs le sentiment que, tôt ou tard, il leur faudra passer à l'action. D'autant que les mesures gouvernementales d'austérité apparaissent très largement comme inacceptables.

Les réactions dans les entreprises au lendemain des ordonnances, pour éclatées

et diversifiées qu'elles aient été, témoignent d'une montée en force du mécontentement et de l'affermissement du refus de l'austérité. De la capacité de la classe ouvrière à ne pas plier, mais, au contraire, à préparer la riposte, dépend de façon décisive l'évolution de la lutte des classes dans les mois à venir.

C'est en fonction de cette appréciation que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'est affirmée, depuis des mois, comme l'organisation qui dit « non » à l'austérité, qui appelle à la mobilisation pour faire échec à ce plan, et qui rappelle aux députés du PS et du PCF qu'ils n'ont pas été élus pour mener une telle politique et prendre des mesures anti-ouvrières. A travers la campagne des élections municipales, autour des listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » et la campagne menée actuellement, il s'agit de donner une expression politique centralisée et cohérente aux réactions profondes de nombreux travailleurs et militants.

MONTÉE DE LA CONTESTATION DANS LES SYNDICATS

Ces réactions commencent à se manifester dans les organisations syndicales. Le quotidien *le Monde* a publié, le 24 avril 1983, un article qui rend bien compte de cette situation : « Dans un pays où le syndicalisme ne regroupe qu'à peine 20 % des salariés, rarement le malaise syndical n'a été aussi pesant et aussi grave. (...) Toutes les confédérations sont confrontées aujourd'hui au mécontentement d'une base qui n'a pas encore montré qu'elle était vraiment décidée à se mobiliser contre la politique gouvernementale, mais qui attend de son syndicat encore plus de fermeté dans ses réactions. Qu'ils soient à la CGT, à la CFDT ou à FO, des militants s'interrogent : à quoi sert le syndicalisme s'il reste les bras croisés face à un plan qui, pour le moins, va faire monter le chômage ? »

Il apparaît de plus en plus nettement que ces réactions ne sont pas de simples

Akka Ghazzi, dirigeant de la CGT de Citroën entrant dans l'usine. (DR)

mouvements d'humeur ou de grogne passagère, mais l'expression consciente d'une volonté d'affirmer des positions alternatives à celles des directions confédérales. C'est ce que montre, dans la CFDT, un texte débattu par 35 syndicats intitulé « Pour une autre démarche syndicale », texte de contribution à un débat nécessaire qui défend des positions cohérentes sur ce que devrait être une orientation syndicale correcte en regard de la défense des intérêts ouvriers. Et c'est également ce qui se manifeste dans la CGT, à travers des appels de militants de Cherbourg et de Rennes, auxquels la presse a commencé à donner un écho important, et qui, eux aussi, affirment leur hostilité à l'austérité et proposent la mobilisation pour y faire obstacle. « Nous ne pouvons pas laisser appliquer (le plan d'austérité) sous un gouvernement de gauche, peut-on lire dans l'appel de Cherbourg. (...) Les travailleurs se tournent vers la CGT. Il en va de notre crédibilité, en tant que syndicat qui se veut indépendant. Nous devons riposter à la hauteur de l'attaque. (...) Nous devons exiger la suppression de toutes les mesures d'austérité et organiser une large riposte unitaire de masse et interprofessionnelle, quelles qu'en soient les formes. (5) »

Il n'est pas exclu que ces mouvements critiques par rapport aux politiques des directions confédérales tendent à se cristalliser en courants oppositionnels au sein des syndicats. C'est ce à quoi œuvrent, pour leur part, les militants de la LCR. Il s'agit, en effet, d'un enjeu décisif, dans la mesure où l'affirmation, au sein des centrales syndicales, d'une volonté de s'opposer à l'austérité signifierait que, face à la politique de collaboration de classes du gouvernement, soutenue par les directions syndicales, c'est une alternative de lutte des classes qui prendrait réellement forme. L'enjeu est d'autant plus décisif que seule une telle orientation au sein des syndicats peut permettre de sauvegarder le rôle de défense des intérêts des travailleurs du syndicalisme, et de concrétiser l'actualité d'une autre politique que celle de collaboration de classes, qui ne peut conduire les travailleurs qu'à la catastrophe.

... ET LES PARTIS

Il n'est pas surprenant que les premières réactions, et les plus vigoureuses, à la politique gouvernementale commencent à se manifester au sein des organisations syndicales. Celles-ci se trouvent en effet, plus que toutes les autres, confrontées à l'austérité et, de ce fait, mises au défi d'y riposter ou de faire passer le soutien au gouvernement avant leur fonction première de défense des travailleurs. En même temps, en tant que cadres permanents de front unique, c'est en leur sein que les phénomènes de recomposition politique peuvent trouver une traduction relativement directe. Ainsi, alors que jusqu'à présent il n'est apparu, ni dans le PS



ni dans le PCF, de courants en rupture claire avec la politique de collaboration de classes des directions, de nombreux militants communistes et socialistes au sein des syndicats sont pleinement partie prenante de ces batailles oppositionnelles, quand ils n'en sont pas à l'initiative. En ce sens, on peut dire que ce qui se dessine aujourd'hui dans les syndicats annonce et préfigure ce qui peut se passer à terme, et sous une autre forme, dans les grands partis ouvriers : à terme, dans la mesure où de telles évolutions supposeraient une maturité plus grande des phénomènes de radicalisation et, sans doute, des mobilisations sociales et des luttes qui restent à venir ; sous une autre forme, parce qu'il s'agira alors de ruptures nécessairement plus globales et brutales.

De ce point de vue, il est intéressant de relever, à titre de symptôme, la crise que connaît aujourd'hui le Parti socialiste unifié (PSU), petite organisation centriste. Le courant qui est majoritaire depuis le dernier congrès a fait le choix de passer du « soutien critique » à la participation au gouvernement, sa secrétaire nationale, Huguette Bouchardeau, devant secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie. Cette décision a provoqué une cassure au sein du courant majoritaire, et une partie de celui-ci s'est rapproché de la gauche du parti résolument hostile à ce cours politique, dénoncé comme une « dérive droitiste ». Cette alliance a mis en minorité le bureau politique, et ses membres ont été contraints de remettre leurs mandats. Un congrès extraordinaire, prévu en juin, devra trancher et décider du destin du PSU. C'est une alternative sans nuance : participation au gouvernement et, à terme, ralliement de fait au PS, ou recherche d'une alternative politique et organisationnelle à la gauche réformiste.

Le PSU est un habitué des crises, mais il n'en a peut-être jamais connu une aussi claire et aussi décisive. Ce petit parti, qui a souvent été le prisme des contradictions traversant le mouvement ouvrier, montre ainsi, à sa façon, ce que sont aujourd'hui les évolutions en cours et les enjeux.

On pourrait aussi citer le cas de *Rencontres communistes*, regroupement de militants pour la plupart exclus du PCF, qui se sont organisés autour d'un bulletin et représentent une espèce de fraction interne-externe du PCF. Le dirigeant le plus connu en est Henri Fiszbín, ancien secrétaire de la fédération de Paris du PCF et ex-membre du comité central, exclu pour avoir refusé la rupture de l'Union de la gauche en 1978 et la politique de division qui a suivi. Ce regroupement, potentiellement riche de possibilités, a connu une évolution droitiste qui, au nom de l'union, l'amène à défendre inconditionnellement le gouvernement, à se faire le chantre de l'austérité et à critiquer le PCF pour ne pas soutenir assez vigoureusement la politique gouvernementale ! Dans ce cas également, on peut penser qu'une telle évolution ne va pas sans provoquer des contradictions importantes avec beaucoup de communistes,

qui voyaient dans *Rencontres communistes* un recours possible.

Dans le cas des grands partis, les évolutions sont évidemment beaucoup moins brutales et spectaculaires, tout du moins à l'étape actuelle. En effet, il n'y a pour l'instant aucune commune mesure entre la crise qui travaille ces partis et les expressions plus ou moins organisées qu'elle produit. Ainsi, le débat qui se développe au sein du PS n'oppose pas une orientation lutte des classes, même partielle et empirique, à celle de la direction. Il s'agit, dans un même cadre global qui est celui du compromis social, de courants qui s'affrontent sur le type de politique, essentiellement économique, à mener. A l'orientation d'austérité brutale et d'alignement sur les autres gouvernements capitalistes actuellement appliquée par Delors, le CERES (tendance du Parti socialiste) et une petite partie des mitterrandistes, autour de Christian Goux et de Pierre Joxe, opposent des propositions visant à maintenir une politique quelque peu différente. Au lieu de sacrifier relance et lutte contre le chômage à la priorité du combat contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur, comme le fait actuellement le gouvernement, ils préconisent une politique favorable à un certain protectionnisme qui supposerait la sortie du Système monétaire européen (SME) et des mesures visant à « muscler » l'industrie française ainsi provisoirement protégée. Sans doute pensent-ils qu'une telle politique serait plus en mesure de susciter un certain soutien populaire et ne présenterait pas les dangers de rupture avec les travailleurs que fait courir celle de Jacques Delors. Ce débat, qui devrait se développer dans la perspective du prochain congrès du PS, prévu pour l'automne 1983, a un premier effet qui est de donner un large écho public aux critiques virulentes dont le plan Delors est l'objet au sein même du PS et des sphères gouvernementales. Cela signifie, pour le moins, que le prochain congrès du PS rompra avec l'unanimité qui avait marqué celui de Valence, à la suite de la victoire électorale de 1981.

Pour sa part, le PCF continue à s'enfoncer dans une crise sans précédent, marquée par son érosion électorale, une paralysie et une désorientation militantes tout à fait impressionnantes. Après la rupture de l'Union de la gauche, la direction du PCF avait expliqué que le PS « virait à droite » et s'apprêtait à gérer la crise au profit du capitalisme. Ce à quoi elle opposait sa propre volonté de rupture avec le capitalisme au nom de « l'actualité du socialisme », radicalisme que symbolisèrent les « 131 propositions » de Georges Marchais durant sa campagne présidentielle. Aujourd'hui, le PCF, après son échec électorale cinglant de 1981, se retrouve au gouvernement avec le PS et y applique une politique de collaboration de classes et de gestion de la crise.

Pour atténuer les effets les plus graves de cette situation difficile, la direction du PCF s'efforce de trouver les moyens de se démarquer du PS. Elle propose, par exemple, des « amendements » au plan

gouvernemental et laisse planer la menace que les députés communistes pourraient ne pas voter la loi autorisant le gouvernement à agir par ordonnances. Ces petites manœuvres ne peuvent pourtant compenser une réalité autrement plus pesante. Ayant fait le choix de participer au gouvernement, le PCF ne peut que soutenir la politique de ce dernier, et la soutenir d'autant plus fermement que celle-ci est difficilement acceptable par les travailleurs.

Une telle situation se traduit par ce que le quotidien du PCF, *l'Humanité*, appelle la « grogne » de nombreux militants et, récemment, par la réapparition de textes critiques. Ceux-ci, en général, ne mettent pas en cause la participation du PCF au gouvernement, mais, dénonçant la politique du gouvernement comme étant social-démocrate, ils reprochent à la direction du parti de la cautionner et de se refuser à organiser toute mobilisation en défense des intérêts des travailleurs.

Jeannette Thorez-Vermeersch, qui depuis toujours défend les positions stalinienne les plus traditionnelles, a jugé que les conditions étaient favorables pour lancer une nouvelle offensive contre la direction Marchais. Dans une « Lettre au comité central », elle dénonce « l'opportunisme » de la direction, en soulignant l'accord que celle-ci affiche avec une politique qui est « une pure et simple gestion social-démocrate » et témoigne d'une « surenchère atlantiste ».

Sans doute, la direction du PCF, quelles que soient les difficultés politiques gigantesques qui l'assaillent, est-elle en mesure d'empêcher que la vague de contestation actuelle, venant des bords politiques les plus opposés, remue de fond en comble le parti et ouvre la porte à des courants critiques constitués et de masse. Il n'empêche que, pour elle, l'épreuve est rude et, surtout, ne fait que commencer.

Cette crise du PCF est très certainement un des éléments majeurs de la situation et un enjeu décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier français.

Car c'est bien l'avenir du mouvement ouvrier français qui se joue dans les luttes de classes qui marquent la situation ouverte par le 10 mai 1981. L'ampleur des phénomènes qui travaillent la classe ouvrière et ses organisations, tant politiques que syndicales, en témoigne. Ces phénomènes n'en sont en fait qu'à leur début. Ils se trouvent révélés et accentués sous les effets de la politique d'austérité impulsée par le gouvernement avec la complicité de toutes les directions des organisations majoritaires. Il est clair que pour prendre leur véritable signification et leurs vraies dimensions, ces phénomènes de radicalisation et de recomposition politiques auront besoin d'un catalyseur : celui d'une mobilisation de la classe ouvrière et de luttes importantes. La possibilité de l'irruption d'un tel mouvement de masse est présente, en creux, au cœur même de la situation actuelle. ■

Progression socialiste et défaite de la droite aux législatives du 25 avril

NEUFS ans après la chute de la dictature militaire au Portugal, les élections du 25 avril 1983 ont apporté une importante modification de la scène politique. Celle-ci se caractérise principalement par la défaite des partis de droite, au gouvernement depuis plus de trois ans, et par la nette victoire du Parti socialiste portugais (PS) de Mario Soares.

Cependant, conformément à l'axe de sa campagne électorale, Mario Soares s'est aussitôt engagé dans la formation d'un gouvernement de coalition avec le Parti social-démocrate

(PSD), le principal parti bourgeois, qui fut le pivot du gouvernement de l'Alliance démocratique (AD) (1) et détenait la majorité parlementaire. Cette solution a finalement été défendue par le président de la République, Ramalho Eanes, qui dispose d'importants pouvoirs institutionnels et mène son propre jeu politique.

Ainsi se dessinent divers projets politiques qui excluent une stabilisation de la situation nationale.

Francisco LOUÇA

Après la crise pré-révolutionnaire de 1974-1975, ce n'est que très lentement que s'est produite la réorganisation de l'appareil d'Etat portugais. Une crise aiguë de direction bourgeoise s'est prolongée pendant plusieurs années : le PS est alors resté au gouvernement sans que les partis bourgeois ne puissent lui opposer aucune alternative crédible. C'est Ramalho Eanes, le général qui avait commandé les opérations lors du coup du 25 novembre 1975 et qui fut élu président de la République en 1976, puis réélu en 1980, qui se chargea de lancer l'attaque contre la majorité parlementaire dont le PS et le Parti communiste portugais (PCP) disposaient depuis la chute de la dictature.

Il commença ainsi par favoriser une alliance entre le PS et le second parti bourgeois en importance, le Centre démocrate et social (CDS), alliance qui se brisa rapidement. Ensuite, il forma plusieurs gouvernements d'initiative présidentielle, qui ouvrirent la porte à la droite. A partir de 1979, l'Alliance démocratique (AD), coalition de tous les principaux partis bourgeois, obtint la majorité parlementaire, bien que la gauche ait eu encore la majorité en voix.

A partir de là, la droite au pouvoir déclencha une attaque systématique contre les droits et les conquêtes des travailleurs, qui culmina avec les provocations policières contre les manifestations syndicales du 1er mai à Porto, en 1982, où deux travailleurs furent assassinés par les balles de la police. La situation sociale s'aggrava, le chômage s'accrut.

Les élections municipales de décembre 1982 amorcèrent un tournant. La chute des partis de droite et un léger progrès électoral des socialistes furent suffisants pour provoquer la démission du gouvernement et la convocation d'élections générales anticipées, qui ont eu lieu le 25 avril 1983.

Malgré son déclin électoral permanent depuis 1975 (en 1975, le PS obtenait 37,9 % des suffrages, en 1976 il en

obtenait 34,9 %, en 1979 son total se montait à 27,3 %, en 1980 il n'obtenait plus que 27,1 % des suffrages, en dépit d'une alliance avec un groupuscule bourgeois et un groupe socialiste de gauche), le PS se présentait à ces élections comme seul candidat à la victoire.

Ceci apparaît surtout comme le résultat de la désagrégation des partis de droite, de l'échec de leurs projets politiques et de leur défaite électorale aux élections présidentielles de 1980 (2).

De son côté, le PS a traversé la pire crise qu'il ait connue, à travers un conflit entre Mario Soares et la majorité du groupe parlementaire et du secrétariat de son parti, et a suivi son cours le plus droitier, maintenant à la direction de l'UGT une parité avec les partis de droite, alors qu'il était majoritaire dans cette centrale syndicale, et collaborant avec ces mêmes partis pour la révision de la Constitution, tout cela précisément dans la période précédant les élections.

COMPARAISON DES RESULTATS ELECTORAUX (en %)

	1976	1979	1980	1983
PS	34,87	27,33	27,11	36,3
PC	14,35	18,8	16,5	18,2
PSD	24,38	2,35	2,45	27
CDS	16	0,3	0,23	12,4
AD	—	42,52	44,91	—

(Source : Résolution du CC du PSR du 30 avril 1983.)

Au cours de sa campagne électorale, Mario Soares a annoncé clairement qu'il voulait former une coalition avec le PSD de Mota Pinto, principale composante de l'AD. Le Parti communiste lui-même, dont la campagne avait pour thème « *Le PC au gouvernement !* », a fait certaines ouvertures dans le sens d'une solution gouvernementale incluant la collaboration de diverses forces. L'un des alliés du PCP, Jose Manuel Tengarrinha (président du Mouvement démocratique populaire, MDP, petit parti qui constitue avec le PC une alliance électorale sous le nom d'Alliance du peuple uni, APU) a déclaré ex-

plicitement qu'il voulait participer au gouvernement avec le PS et les « *secteurs démocratiques du PSD* ».

Ainsi, le PCP a suivi une orientation contradictoire. D'un côté, son objectif affiché était sa propre entrée dans un gouvernement à majorité socialiste et, de l'autre, il cherchait à justifier le vote en faveur de l'APU comme une garantie contre le PS. D'où une campagne électorale très sectaire, au cours de laquelle son secrétaire Alvaro Cunhal n'a cessé de répéter que « *le vote PS est un vote à droite* ».

LES RESULTATS ELECTORAUX

Le décompte des voix confirme la défaite de la droite. Si l'on opère une comparaison avec les précédentes élections parlementaires, qui prennent en considération les nouveaux électeurs inscrits entre 1980 et 1983, les partis de droite perdent 635 000 voix, presque 10 % du total ; le PS gagne 331 000 voix et se rapproche de ses meilleurs résultats de 1975 et 1976, et le PCP stabilise son électorat, résistant à la pression « *vote utile* » en faveur du PS.

D'après les résultats présentés dans le tableau ci-après, on voit le PS enregistrer un progrès moyen de 8,3 % par rapport aux dernières élections de 1980, obtenant ainsi 99 députés sur un total de 250 environ. Le PSD obtient un résultat significatif, bénéficiant du « *vote utile à droite* », cela au détriment de son ancien partenaire de la coalition, le CDS, parti de droite ultra qui représente les principales associations d'entrepreneurs industriels et agricoles. Ainsi, par rapport à 1976, le PSD gagne 200 000 voix, tandis que le CDS en perd autant et 13 députés. Le PCP stabilise son résultat au niveau de 1980 et obtient 44 élus, enregistrant une légère perte par rapport aux municipales

1. L'AD est une coalition des partis bourgeois, qui était au gouvernement depuis 1979, et qui comprenait le PSD et le Centre démocrate et social (CDS).

2. Sur l'échec du projet politique de l'Alliance démocratique, se référer à l'article d'*Inprecor*, numéro 143, 14 février 1983.

de l'année dernière, consultations municipales au niveau desquelles il obtient généralement des résultats un peu meilleurs qu'aux législatives, grâce à sa réputation de bon gestionnaire.

Sur la base de ces résultats, la gauche dispose d'une large majorité électorale, en pourcentage de votes exprimés et en nombre de sièges. Mais cette majorité n'a pas de réalité politique, en raison de l'orientation sectaire du PCP et du choix du PS en faveur d'une coalition avec les partis de droite.

LES RÉSULTATS DE L'EXTRÊME GAUCHE

Pour la première fois au Portugal, deux courants d'origine différente étaient parvenus à un accord électoral regroupant la grande majorité des forces révolutionnaires. Le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe internationale) avait constitué un Front avec l'Union démocratique populaire (UDP), la principale organisation d'extrême-gauche et la seule à posséder une représentation parlementaire depuis 1975 (3). L'UDP est une organisation d'origine maoïste, qui se réfère aujourd'hui à l'Albanie. Ce Front se présentait dans les trois secteurs électoraux les plus importants (Lisbonne, Porto et Coimbra) ; ailleurs, le PSR présentait ses propres candidats sur l'ensemble du territoire national.

Ce Front a suscité une grande attente et l'espoir d'élargir la représentation parlementaire révolutionnaire. La presse et la radio se sont faites l'écho de sa campagne qui a été très large et a connu une importante participation militante. Les affiches sur les murs des villes, une agitation centrée essentiellement sur les entreprises, l'appui de larges secteurs de la jeunesse, tout cela permettait d'espérer un bon résultat électoral. Les sondages eux-mêmes qui, au départ, considéraient peu probable la réélection du député de l'UDP, Mario Tomé, commencèrent, dans les derniers jours, à enregistrer les effets de la campagne sur les intentions de vote. Un membre du comité central du PCP, Alda Nogueira, en vint à publier un violent article contre le Front, et les cadres de son parti adoptèrent une position sectaire de plus en plus nette, allant même jusqu'à détruire le matériel de propagande électorale du Front.

Finalement, les résultats déçurent toutes les espérances initiales. Non seulement une partie de l'électorat traditionnel de l'extrême gauche s'est abstenu, mais une fraction a même fini par voter « utile » en faveur des grands partis réformistes. Ainsi, le Front a-t-il obtenu une moyenne de 0,9 % des suffrages, atteignant 1,2 % à Lisbonne, ce qui était insuffisant pour réélire Mario Tomé. Dans l'ensemble, l'extrême gauche a enregistré une perte électorale substantielle. Le Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS) (4) est passé de 82 000 voix en 1980 à 19 000 en 1983. Le PSR a chuté à environ 24 000 voix, ce qui représente, en tenant compte des secteurs où il était présent dans le Front,

moins de la moitié de ses résultats, de 1980. Toutes les autres formations, c'est-à-dire la secte maoïste Mouvement pour la reconstruction du parti prolétarien (MRPP) et la secte moréniste Ligue socialiste des travailleurs (LST), qui firent de la dénonciation du Front l'essentiel de leur campagne, arrivent encore bien au-dessous de ces résultats.

Il reste le capital d'une grande expérience, l'amorce d'une tradition d'action unitaire entre l'UDP et le PSR, d'une campagne de masse, et d'un renforcement du courant marxiste-révolutionnaire, avec une présence plus affirmée du PSR sur la scène politique.

Les élections lèguent une accumulation de contradictions politiques. Bien que la majorité électorale se soit prononcée pour mettre fin au gouvernement de l'AD, Mario Soares prétend mettre en place un gouvernement avec le principal parti de droite. Ces manœuvres politiques et cette orientation se trouvent déjà fortement contestées dans le PS.

Malgré l'attente, par l'électorat populaire, d'une nouvelle politique économique et sociale, Mario Soares annonce une

nouvelle dévaluation de l'escudo, prévoit une forte inflation et la chute du pouvoir d'achat des masses travailleuses. Il propose un pacte social auquel personne ne croit. Quant au PCP, il se trouve dans une situation difficile. Avec peu de capacités revendicatives, vu l'essoufflement des luttes ouvrières, le maintien de la division et l'impasse systématique des mobilisations, il prétend pourtant négocier une entrée impossible dans le gouvernement.

C'est à cette nouvelle situation que se réfère la résolution du comité central du PSR adoptée le 30 avril dernier, et dont nous publions ci-après quelques extraits. ■

Francisco LOUÇA,
Lisbonne, 1er mai 1983.

3. Voir « Front électoral UDP-PSR pour les législatives du 25 avril », *Inprecor*, numéro 145, 14 mars 1983.

4. Le POUS est la section portugaise du regroupement international lambertiste lié au Parti communiste internationaliste (PCI) français, regroupement dénommé aujourd'hui « IVe Internationale »-Centre international de reconstruction.

Résolution du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire (PSR)

Nous publions ci-après quelques extraits de la résolution adoptée le 30 avril dernier par le comité central du Parti socialiste révolutionnaire, section portugaise de la IVe Internationale. Les intertitres sont de la rédaction d'Inprecor.

Les résultats électoraux ont confirmé la défaite flagrante du projet de droite concrétisé voici quatre ans par la formation de l'Alliance démocratique (AD), et le rejet par la majorité de la population des gouvernements du PSD et du CDS.

L'AD n'a pas apporté de solution à la crise chronique de direction politique de la bourgeoisie portugaise. La gauche, qui n'a jamais cessé de représenter la majorité du pays en termes de suffrages électoraux depuis le 25 avril 1974, a vu ses positions renforcées et a récupéré la majorité parlementaire qu'elle avait perdue à partir de 1979. (...)

LES CONTRADICTIONS DE LA VICTOIRE DE LA GAUCHE

Si le déplacement vers la gauche concrétisé par les élections ouvre une dynamique et des perspectives de lutte plus favorables pour les travailleurs, il faut cependant comprendre les circonstances de ce changement :

— il a sans aucun doute pour base la résistance ouvrière, syndicale et populaire, qui s'est maintenue en permanence contre les gouvernements de droite et leurs mesures au cours de ces quatre dernières années ;

— il n'y a pourtant pas eu un renversement de la situation de division syndicale (entre la Confédération générale des travailleurs portugais, CGTP, et l'Union générale des travailleurs, UGT), ni politique (entre le PCP et le PS), au sein du mouvement ouvrier, que ce soit par des actions unitaires significatives au niveau syndical ou par la mise en œuvre d'une quelconque plate-forme d'intervention unitaire contre la droite entre les principaux partis ouvriers ;

— malgré la division, le mouvement ouvrier dans son ensemble remporte les élections, mais cette division ne cesse de peser sur les résultats, sur leur signification, sur la dynamique future. (...)

UNE NOUVELLE PHASE DE LA COLLABORATION DE CLASSE

Après un interrègne de quatre années, s'ouvre une nouvelle phase de la collaboration de classe au niveau du pouvoir central et gouvernemental. La classe capitaliste, sous la pression conjuguée de la défaite de ses propres partis et gouvernements et de la résistance des travailleurs, a besoin, comme en 1976, d'un nouveau répit pour se recomposer. La différence par rapport à 1976, c'est que le Parti socialiste se montre, dès maintenant (avant même son entrée en fonction gouvernementale), disposé à jouer (et à répéter) un rôle semblable à celui qu'il a joué de 1976 à 1978.

Et pourtant, le verdict populaire du 25 avril 1983 est clair.

Les partis des travailleurs ont a nou-

veau tous les moyens pour gouverner sans la droite. Ils ont la majorité en voix et une majorité confortable en sièges au Parlement. Cette majorité de gauche doit fonctionner en respectant le vote qui l'a élue. Elle ne doit pas servir à appuyer la formation de gouvernements avec la droite vaincue, mais être le soutien d'un gouvernement des travailleurs, qui se mette à leur service pour faire face à la crise. Ce ne pourrait être qu'un gouvernement résultant de l'unité du PCP et du PS, au Parlement et dans le pays. Dans la situation politique actuelle, c'est la seule solution possible et réaliste face à la crise.

Toute autre solution engagée dans la collaboration de classe ne ferait que prolonger la crise, conduire à des attaques plus graves encore contre les travailleurs, en même temps qu'elle permettrait aux partis de droite de reconquérir leurs positions. (...)

LE REcul DE L'EXTREME GAUCHE

Le recul abrupt de l'ensemble de l'extrême gauche dans des élections donnant une majorité de gauche ne peut pas s'expliquer que par le « vote utile », à moins de préciser la portée de cette notion de façon plus détaillée. Ainsi, faut-il tenir compte des faits suivants :

— S'il est vrai que la pression pour le « vote utile » a joué beaucoup plus dans ces élections que dans toute élection antérieure (provoquant un transfert de 200 000 voix en faveur du PS et du PCP), ce phénomène tient à ce que, dans les précédentes élections, l'un ou l'autre des deux grands partis réformistes était directement ou indirectement compromis dans le gouvernement. Depuis les dernières législatives de 1980 jusqu'à aujourd'hui, trois années se sont écoulées, durant lesquelles tant le PCP que le PS sont objectivement apparus pour la majorité de la population comme l'« opposition » aux gouvernements de l'AD.

— Avant les résultats électoraux, la victoire ne paraissait pas assurée pour de larges secteurs de travailleurs. De sorte que face à une AD qui a gouverné le pays plus longtemps que tout autre parti ou coalition depuis 1974, la tendance dominante était de mettre un terme, d'abord et avant tout, à la présence de la droite au pouvoir et au gouvernement.

— L'extrême gauche se présentait atomisée. Sur les treize partis participant aux élections, sept se revendiquaient de l'extrême gauche. Cette atomisation, et le discrédit pratique et politique qu'ont connu la majorité de ces organisations, se combinait à une implantation trop limitée pour résister à la pression du vote utile. (...) Dans l'ensemble des pourcentages nationaux, l'extrême gauche a reculé de 5 à 2 %. Du fait d'une meilleure implantation, l'UDP a mieux résisté à cette chute, mais elle a néanmoins perdu la moitié de ses voix. Le PSR ne retrouve que 40 % de ses résultats antérieurs, et le POUS, qui subit plus fortement ce reflux, n'en retrouve que 25 %, passant de 82 000 à 19 000 suffrages.

— Le Front électoral UDP/PSR fut une réponse politique et unitaire des deux principales organisations révolutionnaires du pays. Il le fut par son programme, par ses initiatives, par la campagne qu'il a développée, par les énergies militantes qu'il a mobilisées et, enfin, par la voie d'unité et de lutte révolutionnaire qu'il a ouverte, qui marque de nouvelles perspectives pour l'avenir, dans le cadre des affrontements avec un gouvernement anti-ouvrier et d'une recomposition en cours au sein de l'extrême gauche révolutionnaire. (...)

LES RESPONSABILITÉS DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Les marxistes révolutionnaires voient ainsi leurs responsabilités accrues. Pour être à la hauteur de ces responsabilités, nous devons :

— Persévérer dans la défense intransigeante de nos principes, qui se résument à la défense de l'unité et de l'indépendance de classe dans la lutte contre l'austérité, contre l'exploitation et l'oppression capitaliste, dans le combat contre la collaboration de classe, dans la défense du socialisme et d'une pratique internationaliste conséquente.

— Persévérer dans la défense de la démocratie ouvrière et syndicale, en particulier dans la défense de l'unité d'action de tous les syndicats, CGTP, UGT ou indépendants, dans la lutte contre le patronat et les gouvernements anti-populaires. Il faut accentuer notre combat contre la bureaucratie et contre la division syndicale, d'où qu'elle vienne.

— Persévérer dans notre combat au coude à coude avec les militants du PCP et du PS et avec tous ceux qui ont voté pour ces partis, afin d'exiger que leurs directions respectives assument leurs responsabilités en respectant le vote populaire, en refusant de s'allier avec une droite qui a subi une défaite, et en défendant les conquêtes et les revendications des travailleurs, des femmes et des jeunes.

Ce qui signifie, dans cette période post-électorale :

— exiger que la majorité de gauche élue assume le gouvernement et refuse son appui à des gouvernements avec participation de la droite ;

— exiger l'unité du PS et du PC pour la poursuite de ces objectifs.

Comme on pouvait l'attendre, la nouvelle situation politique dans laquelle nous entrons maintenant est caractérisée par une impasse, où la volonté populaire de voir la droite écartée du gouvernement et la gauche installée au palais gouvernemental de Sao Bento se trouve totalement méprisée. (...) Le PSR, qui défend l'unité des travailleurs et de leurs partis, ne se taira pas : le présent Comité central adresse une lettre ouverte à tous les travailleurs et militants socialistes, leur proposant l'unité de la gauche, de ceux qui travaillent, pour imposer sans tarder les revendica-

tions centrales : le paiement régulier des salaires, la fin du blocage des salaires, la réintégration des travailleurs licenciés, la défense de la réforme agraire et la réduction de la durée du service militaire. (...)

LE PSR PROPOSE UNE COORDINATION RÉVOLUTIONNAIRE A L'UDP

Sans exclure aucune possibilité d'unité d'action avec d'autres organisations ou courants révolutionnaires, et sur la base de l'expérience positive de travail unitaire que la constitution du Front électoral UDP-PSR a permis de tester, le PSR propose à l'UDP la formation d'une coordination révolutionnaire entre les deux partis pour une intervention unitaire.

Le programme minimum d'une telle coordination existe déjà à partir des grands axes du programme du Front :

— défense de l'unité et de l'indépendance de classe ;

— indépendance face au président Ramalho Eanes ;

— exigence de la non-participation des partis de droite au gouvernement ;

— défense des revendications et des conquêtes des travailleurs, des femmes et des jeunes, et lutte contre le pacte social ;

— lutte contre la répression et défense des libertés ;

— défense de l'unité syndicale et lutte contre la bureaucratie ;

— défense de la paix, lutte contre l'ingérence impérialiste et pratique d'un internationalisme militant.

Chaque organisation continuant à défendre ces points particuliers, il n'y a aucune raison pour qu'elles le fassent séparément.

Il s'agit d'une coordination entre partis révolutionnaires, non d'un front de partis et encore moins d'une fusion. « Marcher séparément et lutter ensemble » continue à être le thème fondamental. Mais la lutte commune, pour ne pas être désordonnée, exige une coordination. C'est cela que nous proposons.

Cette coordination révolutionnaire ayant pour base le programme minimum résumé ci-dessus, fonctionnerait en préparant de grandes campagnes unitaires et nationales susceptibles d'apporter une réponse à des situations précises. Elle devrait permettre la participation de militants indépendants qui se sont regroupés autour du Front électoral UDP-PSR et qui n'ont pas d'autres instruments militants, ou encore de nombreux camarades qui ne sont prêts à militer que si des campagnes réellement unitaires sont mises en place, ou encore de travailleurs, de femmes, de jeunes qui, bien que toujours influencés par le réformisme, sont capables de lutter au coude à coude avec les révolutionnaires si leurs actions sont crédibles, efficaces et unitaires. ■

Comité central
du Parti socialiste révolutionnaire,
section portugaise de la IVe Internationale,
Lisbonne, 30 avril 1983.

La force vive de Solidarité

Malgré la répression bureaucratique et les mises en garde du Kremlin

AL'APPEL de Solidarité, c'est par centaines de milliers que les travailleurs polonais sont descendus dans la rue le 1er mai, ceci malgré les chars, malgré les compagnies de ZOMO massées aux points de rassemblement, malgré le risque de se faire arrêter et de perdre leurs emplois. Il s'agit-là d'un succès indéniable pour le syndicat hors-la-loi, qui avait fait de cette journée un test de l'existence et de la vitalité du mouvement clandestin.

Dans la plupart des villes, les manifestants ont volontairement évité tout heurt avec la police. A Nowa Huta, cependant, de violents affrontements ont eu lieu. Les ZOMO, plusieurs fois mis en déroute, ont dû faire face à une foule d'ouvriers bien décidés à en découdre avec la police. L'un d'entre eux, Ryszard Smagur, est mort après avoir reçu de plein fouet une grenade lacrymogène lancée par un milicien. Il n'en fallait pas plus pour que de nombreux travailleurs de Nowa Huta et de Cracovie passent outre à l'appel de la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité demandant d'éviter toute manifestation le 3 mai, date anniversaire de la Constitution de 1791. A nouveau, des heurts très violents se sont produits, donnant la mesure du caractère explosif de la situation.

Ce jour-là, dans tout le pays, les forces de l'ordre ont fait preuve d'une très grande agressivité, chargeant brutalement les personnes qui sortaient des églises, les matraquant et les arrosant d'eau teintée, jetant des grenades lacrymogènes et frappant tout particulièrement les jeunes. A Varsovie, un commando d'hommes en civil équipé du matériel de la milice s'est attaqué au couvent des franciscaines, où siège le Comité du primat d'aide aux victimes de la répression. Ils ont tout saccagé sur leur passage, blessant une vieille dame et embarquant de force quatre jeunes gens que l'on devait retrouver plus tard roués de coups, abandonnés à une cinquantaine de kilomètres de la capitale.

MALGRÉ LA RÉPRESSION ET LES DÉNONCIATIONS DU KREMLIN

Cette violence délibérée du pouvoir remet à leur juste place les promesses du général Jaruzelski affirmant à la veille du 1er mai : « Si, dans les jours et les mois à venir, le processus de normalisation n'est pas troublé, il y aura une réelle possibilité de lever l'état de siège et de prendre des mesures d'accompagnement. » Les « mesures d'accompagnement », ce sont sans doute ces mesures d'intimidation, ces violences et ces agressions. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, a affirmé pour sa part, au lendemain des mobilisations : « Rien n'est changé quant à l'attitude vis-à-vis de Solidarité » ...

La presse gouvernementale a tenté d'accréditer l'idée que les manifestations de l'opposition avaient été un échec, en parlant de « quelques dizaines de milliers d'excités », et en affirmant que l'ampleur des défilés officiels témoignaient des progrès accomplis dans la « stabilisation politique » du pays. Les dirigeants soviétiques, eux, donnent une version bien différente des choses, par le biais d'un article de l'hebdomadaire *Temps nouveaux*, qui s'en prend aux responsables du quotidien polonais *Polityka* — et, à travers eux, au vice-premier ministre Rakowski — pour avoir publié des écrits « hostiles à l'idéologie prolétarienne et communiste ». Le rédacteur y affirme que « la classe ouvrière est dérouterée et trompée par les innovations pseudo-démocratiques de Solidarité », et il ajoute également qu'« une partie des jeunes Polonais n'a pas encore acquis le sens des responsabilités pour l'avenir du pays ».

Ces attaques directement inspirées par le Kremlin recourent sans aucun doute des polémiques internes à la bureaucratie polonaise elle-même et indiquent que cette dernière est loin d'être homogène quant à la conduite à tenir.

L'attitude de la hiérarchie catholique ne lui facilite d'ailleurs pas la tâche. Après avoir dénoncé il y a quelques semaines des manifestations en les qualifiant d'« aventuristes », le cardinal Glemp vient une nouvelle fois de tourner casaque. Ecartelé comme toujours entre sa tendance naturelle à en appeler à l'« ordre » et à l'« entente nationale » et à la nécessité de ne pas se couper d'une base qui vient de réaffirmer qu'elle était massivement aux côtés de Solidarité, le primat a été obligé de tenir compte des dernières mobilisations. Reprenant à son compte l'avertissement du pape Jean-Paul II faisant savoir aux autorités qu'il serait contraint d'aborder la question des prisonniers politiques si ces derniers n'étaient pas libérés avant son arrivée, le chef de l'Eglise polonaise a condamné la politique répressive du pouvoir, s'insurgeant notamment contre l'agression qui visait l'Eglise au travers du saccage du couvent de Varsovie.



Dessin de Plantu paru dans le Monde du 2 mai 1983.

Le gouvernement polonais affirme pourtant que « tout cela » ne remet pas en cause la visite du pape, et les évêques s'appuient là-dessus pour rédiger un communiqué exprimant leur « attente de la levée de l'état de guerre et du rétablissement de toutes les libertés civiles, de la libération des prisonniers politiques et de la réintégration à leur travail des personnes licenciées en raison de leurs convictions ».

Mais ce petit jeu a des limites, car la partie ne se joue pas à deux, comme d'aucuns auraient pu le souhaiter, mais à trois.

... SOLIDARITÉ EST TOUJOURS ACTIF

S'il est hors-la-loi sur le plan juridique, Solidarité n'en existe pas moins bel et bien en tant que mouvement social. Il vient d'en faire la preuve. Non content d'avoir développé une presse clandestine sans précédent sous un régime de dictature militaire, il témoigne d'une vitalité étonnante dans son développement politique et organisationnel. La discussion en cours sur la participation ou non aux conseils d'autogestion (sur l'analyse de ces structures voir, entre autres, *Inprecor* numéro 125 du 3 mai 1982) illustre la recherche de formes d'action permettant aux travailleurs de s'opposer concrètement à la

gestion bureaucratique des entreprises et de lutter contre la politique de division des autorités. Ces conseils peuvent-ils aider les ouvriers à se défendre contre l'arbitraire des directeurs et à s'opposer aux chantages des syndicats gouvernementaux, ou serviront-ils au contraire à museler ceux qui y participeront en en faisant des otages de la bureaucratie ? Ce débat très animé — comme l'indique Jozef Pinior dans le document publié ci-après — et très tactique aussi, s'inscrit dans le cours adopté ces derniers mois par de nombreuses structures syndicales qui cherchent à renforcer les liens organisationnels avec l'ensemble des militants, tout en répondant aux besoins immédiats des travailleurs.

En effet, non seulement les augmentations de prix allant jusqu'à 300 % ont entraîné une dégradation terrible du niveau de vie en dépit des augmentations de salaires, mais les mesures préconisées par la Commission de planification en matière de politique sociale sont susceptibles d'avoir des conséquences tout simplement catastrophiques pour les couches les plus défavorisées si elles étaient appliquées : augmentations drastiques des tarifs de séjour hospitalier, des crèches, des maternelles et des cantines scolaires ; paiement à 100 % de certains médicaments ; suppression de la gratuité des fournitures scolaires ; augmentation des frais de séjour dans les maisons de

repos pour les retraités, sans parler du blocage des programmes de construction de logements (alors qu'on prévoit déjà deux fois plus de mariages que de logements en construction) et des restrictions en matière de recyclage et de formation professionnelle pour adultes.

Ces attaques contre la classe ouvrière rendent la situation explosive et exigent une riposte immédiate de la part du syndicat clandestin.

Mais tout le problème reste de savoir dans quelle perspective stratégique s'inscriront les initiatives proposées. Celle de la construction patiente d'une société clandestine reposant sur des institutions sociales et culturelles parallèles, dans l'espoir d'introduire peu à peu des réformes (voir *Inprecor*, numéro 147, 11 avril 1983) ? Ou celle de la préparation de la masse des travailleurs à un affrontement avec la minorité au pouvoir, au travers d'une grève générale ? Dans les extraits d'interview publiés ci-après, Jozef Pinior, arrêté voici quelques semaines, montre que la direction de Basse-Silésie a clairement choisi la seconde voie, la seule réaliste, la seule susceptible de créer un rapport de forces en faveur de la classe ouvrière. ■

Jacqueline ALLIO
10 mai 1983.

DOCUMENT

La parole à Jozef Pinior

Président du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie et membre de la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité, Jozef Pinior, a été arrêté le 24 avril dernier. Nous reproduisons ci-dessous quelques-uns de ses propos publiés par Robotnik 83, bulletin du Comité de coordination du syndicat Solidarité en France (120, rue de Crimée, 75009 Paris).

Ces trois déclarations sont des extraits d'entretiens de Jozef Pinior avec la presse clandestine de l'usine Polar de Wrocław et celle du RKS de Basse-Silésie reproduits par Robotnik 83, et d'un entretien avec des syndicalistes français publié par la même revue.

1.— L'ERREUR DU 10 NOVEMBRE

(Extrait de *U Nas-Chez nous*, bulletin de l'usine Polar de Wrocław, numéro 17/18, 17 février 1983).

— Comment évalues-tu l'action du syndicat dans la clandestinité ?

— Pour répondre à cette question, nous devons clairement prendre conscience de nos pertes, mais aussi considérer en arrière-plan la situation internationale et voir notre lutte dans une perspective historique. J'adresse ceci à tous ceux qui critiquent si facilement les dirigeants clandestins de Solidarité. La déterminante principale de notre activité présente reste Yalta, le fait que la Pologne se trouve dans — appelons cela délicatement — la zone d'influence de l'URSS. Rappelez-vous les années 1940, quand les communistes ont réussi non seulement à liquider toutes les structures socio-politiques indépendantes, mais encore bien davantage : rendre la société esclave. L'exemple classique de cet esclavage est la « normalisation » hongroise après 1956, ou celle de la Tchécoslovaquie après l'effondrement

du « Printemps de Prague ». Au contraire, dans la Pologne de l'état de guerre est apparue une situation entièrement nouvelle, quelque chose de neuf est né au pays du « socialisme réel » : la société a refusé cet esclavage. Je pense que nous ne réalisons pas encore clairement cette nouvelle situation, nous sommes exaspérés, frustrés, car pendant seize mois nous avons possédé énormément de choses et tout a pris fin brutalement. Par contre, si nous mettons en rapport les accords de Yalta et tout ce que nous sommes parvenus à réaliser pendant la durée de l'état de guerre, la situation ne se présente de loin pas aussi tragiquement. Nous avons beaucoup perdu, mais ce n'est que le début de la lutte.

DÉCLENCHER LA GREVE GÉNÉRALE

— Vois-tu encore une chance d'entente pacifique avec le pouvoir ?

— Ma réponse sera formelle : non ! Ce qui ne veut pas dire que je sois un faucon et que je rêve d'affrontement. Tout simplement, ce pouvoir n'a aucun désir d'entente. La réponse à cette question est le fond même de la déclaration-programme de la TKK du 22 janvier dernier. Nous y prenons clairement position : le système politique actuel, militaro-policiér, n'est pas réformable. La junte n'évoluera vers aucune démocratisation si nous ne l'y forçons pas. La grève générale nous paraît inévitable. Je vois les choses ainsi : ou nous attaquons en déclenchant la grève générale, et nous commençons à la préparer sérieusement, ou alors de longues années de pouvoir militaire nous attendent. Partout où les militaires s'emparent du pouvoir, ils ne s'en séparent pas facilement. C'est même une technique de gouvernement de cet appareil bureaucratique de caserne. Beaucoup craignent que la grève générale ne déclenche une inter-

vention militaire directe de l'URSS. Le seul moyen de nous en garantir sera notre degré de préparation : moins nous serons préparés, plus la grève sera chaotique, et plus il y aura de chances d'une agression directe. Une organisation parfaite, un système de communications régional et inter-entreprises, le contrôle de la grève par nous-mêmes, telles sont les garanties du succès, et aussi de ce que l'URSS s'abstiendra d'intervenir militairement.

2.— GARDE OUVRIÈRE ET AUTOGESTION

(Extrait de *Z Dnia na Dzien*, numéro 2/ 261, bulletin du RKS de Basse-Silésie, 13-20 janvier 1983)

— Cela veut-il dire que dans le projet de programme du RKS se trouve la prévision de la grève générale ?

— Il faut bien comprendre que tabler sur la bonne volonté du pouvoir, sur des « arrangements », sur une intervention de qui que ce soit en notre faveur, c'est de la naïveté. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. C'est pourquoi le RKS prévoit la grève générale pour le moment où la société ne supportera plus la misère sans cesse grandissante. Il est difficile de préciser quand cela se produira exactement. Mais rappelons-nous que les prix vont subir une nouvelle augmentation, qu'au printemps et en été l'offre de viande sera en diminution, que dans la construction de logements la crise s'aggrave. Nous voyons deux éventualités : ou le syndicat s'engage dans la grève générale dès que l'appauvrissement de toute la population en sera arrivé au point où se déclenchent des mouvements spontanés et des grèves sauvages, ou alors nous fixons la date de cette grève, en la liant par exemple au boycott des élections à la Diète qui doivent se dérouler dans le ca-



dre de la loi électorale actuelle. Personnellement, je considère la première éventualité comme la meilleure. Dans tous les cas, la préparation des entreprises à la grève générale est l'exigence primordiale.

— Penses-tu à la garde ouvrière ?

— Oui. Le RKS annonce dans son projet de programme la formation dans les principales entreprises de détachements de la garde ouvrière en tant qu'organes exécutifs du RKS. Je voudrais souligner ici que la garde ouvrière ne servira à aucune action du type « petit sabotage », ni à agir contre les collabos, etc. Le but qui lui est assigné est bien plus important : la préparation des usines, sur le plan technique, à la grève générale nationale.

— Dans la déclaration du 16 décembre 1982, tu parlais des liens entre l'action clandestine et certaines formes d'activité légale. Qu'entends-tu par là ?

— Justement, il s'agit d'une chose très importante. Il faut à tout prix abandonner notre « programme du non » au profit d'un programme positif, en particulier dans le domaine économique. Nous devons nous concentrer sur notre programme économique. Il faut se rappeler que les commission ouvrières espagnoles ont existé plus de vingt ans dans la clandestinité et ont pourtant exercé une influence importante sur la gestion des entreprises, par le biais d'organes légaux, comme par exemple les comités d'entreprise. En ce moment, nous discutons à nouveau la question des conseils ouvriers. Nous avons des travaux d'experts qui suggèrent de reprendre notre action dans cette direction. C'est également l'avis de plusieurs représentants syndicaux d'entreprise. Mais, bien sûr, il existe aussi des arguments opposés. Si nous nous décidions à opter pour agir au sein des conseils ouvriers, ce serait un modèle de

liaison entre activités légales et illégales.

— Ainsi donc, d'une part, la préparation de la grève générale et de l'autre, le travail à la base, l'« économisme » ?

— Bien sûr. Solidarité a toujours lié ces deux traditions. La préparation de la grève générale ne doit pas nous cacher l'importance des actions de fond, du travail à la base. Nous devons dès maintenant préparer la société à la démocratie, nous devons dès maintenant la lui apprendre. Nous n'apprenons pas l'autogestion en faisant de la résistance passive, en nous limitant au « programme du non ». Les militants du syndicat clandestin devront parfaitement connaître les questions économiques, ils devront savoir quoi faire pour que leur usine commence à produire et à se développer. C'est pour ces raisons que le RKS a décidé d'organiser l'université ouvrière pour les militants syndicaux des entreprises, cette université où des scientifiques donneront des cours d'économie et d'étude de la réforme économique, de gestion d'entreprise, de sociologie, de droit, d'étude des doctrines politiques. Les militants de Solidarité devront être préparés quand viendra le moment où la société prendra réellement le contrôle de l'économie. Alors, beaucoup de choses seront entre nos mains : sans compétences, sans pratique, nous ne pourrions répondre aux attentes de la société, nous ne pourrions arracher le pays à la misère et à la ruine.

3.— UTILISER LES CONSEILS OUVRIERS

(Entretien avec des syndicalistes français, le 25 février 1983, publié dans *Robotnik* 83, numéro 4, 14 avril 1983).

— Tu as parlé d'embryons de structures autogestionnaires. Qu'entends-tu par là ?

— Il y a actuellement à Wrocław une discussion pour déterminer l'attitude de Solidarité vis-à-vis des conseils ouvriers d'autogestion dont le pouvoir a levé la suspension. La question est la suivante : devons-nous nous engager dans le développement de ces structures au vu de la situation actuelle qui, bien évidemment, exclut toute réforme autogestionnaire de l'économie ? Est-il possible, malgré cela, que les travailleurs prennent le contrôle de ces structures d'autogestion, de façon à ce qu'elles assument la défense des travailleurs contre la répression, contre les licenciements ? Concrètement, cela pourrait se faire ainsi : dans une entreprise où il y a des postes de travail non pourvus, le conseil ouvrier va voir le directeur et lui pose un ultimatum. « Comment se fait-il qu'il y ait des places libres, que vous vous adressiez au bureau d'embauche, alors que nos camarades ont été licenciés il y a un mois ? Dans cette situation nous donnons notre accord seulement pour l'embauche de ceux qui ont été licenciés. » De la même façon, si un des travailleurs a été condamné, le conseil ouvrier peut intervenir pour obtenir sa grâce, car en tant que

structure légale, il a des moyens que n'ont pas les structures clandestines. Mais, bien sûr, les possibilités d'utiliser ces structures dépendent de notre degré d'organisation dans l'entreprise. Il y a des cas où la prise de contrôle de ces structures par le syndicat est envisageable, d'autres où nous sommes encore trop faibles.

Bien sûr, les opinions sur cette question sont très diverses. Il y a beaucoup d'arguments contre une telle attitude de Solidarité. Ces conseils ouvriers peuvent très bien s'avérer être une fiction, la police peut faire pression sur leurs membres, exercer un chantage... A Wrocław, c'est une discussion ouverte. C'est aux travailleurs de chaque entreprise de trancher.

DE LA FRUSTRATION A L'EXPLOSION

— La réforme économique que le gouvernement de Jaruzelski a commencé à introduire conduit à une détérioration de la situation pour la population. Quel est l'impact de cela sur l'activité indépendante de la société ?

— Je ne suis pas d'accord avec la formulation de ta question. Tu dis que la réforme économique a été introduite et que cela détériore la situation du peuple. Ce n'est pas ainsi qu'il faut s'exprimer. A partir du moment où la contre-révolution de Jaruzelski — c'est ainsi que nous l'appelons — a commencé, il est absurde de parler de réforme économique. Il n'y a pas une telle réforme, car elle est impossible. Avant le putsch de Jaruzelski du 13 décembre 1981, la réforme pouvait réussir : l'autogestion, l'initiative authentique des travailleurs, la libération de cette énergie pour augmenter la productivité du travail créaient une chance. Mais le 13 décembre tout cela a été brisé. Jaruzelski pense qu'il pourra réussir la réforme en réintroduisant le système autoritaire de gestion centralisée. C'est un leurre, et c'est pourquoi il est illusoire de parler de réforme économique en Pologne. Si les gens voyaient qu'il y a une réforme économique, alors, à mon avis, ils accepteraient d'en payer le prix, car il y aurait l'espoir de nous sortir du borborygme économique actuel. Avant le 13 décembre, on acceptait certaines mesures dont l'effet immédiat était désavantageux pour les travailleurs. Mais, aujourd'hui, il n'en est pas question.

Aujourd'hui, cela apparaît même dans les statistiques officielles : la situation économique a empiré, la production vendue a diminué, la crise du logement — qui est pour nous le problème numéro un — s'est aggravée... Les rapports économiques que le RKS reçoit des entreprises sont unanimes : nous aggravons notre retard technologique, notre production ne trouve pas preneur à l'étranger, le monde nous fuit.

Bien sûr, les difficultés de la vie quotidienne pèsent sur l'activité des gens. Ceux qui, pris par les soucis quotidiens, ne peuvent se consacrer à l'activité sont nombreux. Notre syndicat n'a jamais développé des idées du genre « plus

ça empire, mieux c'est ». Nous pensons que l'impact de la situation économique est double. D'une part, elle crée des frustrations qui peuvent conduire à une explosion sociale, et cela même à court terme. D'autre part, elle limite effectivement le champ des activités des gens, en les enfermant dans les préoccupations quotidiennes.

BRISER L'UNITÉ DE L'ARMÉE

— Mais est-ce que tu penses qu'il est possible de passer un tel compromis avec ce pouvoir, qui n'avait pas accepté de telles revendications en 1981 ?

— A l'époque, le pouvoir ne l'acceptait pas, car il était dans une autre situation. Je pense que, malgré les apparences, le pouvoir est aujourd'hui plus faible qu'avant le 13 décembre 1981. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est ainsi. Avant le 13 décembre, le pouvoir s'appuyait quand même sur certaines couches sociales autres que la milice et l'armée. Aujourd'hui, il ne s'appuie que sur la force brutale. Le pouvoir est devant un choix : soit continuer la politique actuelle, qui fera de la Pologne un pays colonial de jour en jour plus faible, soit chercher une alternative. Il me semble que ce pouvoir ne peut se permettre ce retard technologique, cette destruction de l'économie car, à terme, cela se retournera contre lui. Pour se maintenir au pouvoir, il sera obligé de donner quelque chose à la société, quelque chose de réel, qui puisse satisfaire nos aspirations sociales.

Je pense donc qu'il existe une différence entre la période précédant le 13 décembre et aujourd'hui. Aujourd'hui, si nous posons avec force et insistance nos revendications, le pouvoir sera obligé de céder.

— Tu dis que ce pouvoir s'appuie sur la milice et sur l'armée. Que peut faire Solidarité pour que le pouvoir ne puisse pas, à l'avenir, utiliser la milice et l'armée contre la société, comme il l'a fait dans le passé ?

— Il s'agit surtout de la question de l'armée. En fait, l'armée n'a pas encore pris part de façon directe à la répression. Les soldats ne se sont pas trouvés devant un choix définitif. La question est de savoir comment l'armée se comportera lorsqu'elle sera devant un tel problème. Cela d'autant plus que les conscrits, qui étaient sous les drapeaux lors de l'instauration de l'état de guerre, n'avaient pas connu dans le civil la période d'après août 1980. Ils étaient très différents de ceux qui forment aujourd'hui les rangs de l'armée. Cela ne signifie pas que je suis optimiste en ce qui concerne l'armée. Je suis plutôt sceptique. Mais la situation n'est pas aussi évidente pour Jaruzelski. Je pense que si nous, en tant que syndicat dans son ensemble, nous arrivons à dépasser la frontière de la peur, alors cette armée qui nous semble aujourd'hui monolithique, cessera de l'être. Mais cela nécessite bien sûr de dépasser cette barrière de la peur. ■

CHINE

"Printemps de Chine", une nouvelle revue du Mouvement démocratique

L'ACTUALITÉ du dernier trimestre de l'année 1982 a été riche en événements concernant la Chine. Début septembre 1982, le XII^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) sanctionnait la mise à l'écart de Hua Guofeng et l'intronisation, dans les organes dirigeants du Parti, de la fraction Deng Xiaoping (voir *Inprecor* numéro 136, 8 novembre 1982). Le voyage de Georges Marchais, secrétaire du Parti communiste français, en Chine et l'enterrement de Leonid Brejnev ont été l'occasion de manœuvres d'approche diplomatiques avec l'URSS. Enfin, au cours de sa cinquième session en novembre 1982, l'Assemblée nationale populaire de Chine a adopté un nouveau projet de Constitution supprimant notamment le droit de grève (voir *Inprecor*, numéro 132, 13 septembre 1982).

C'est pourtant beaucoup plus discrètement que l'on apprenait la condamnation de Xu Wenli, animateur de la *Tribune du 5 avril* à quinze ans de prison (voir *Inprecor*, numéro 138, 6 décembre 1982, « Les attendus du jugement de Xu Wenli »), puis celle de Liu Qing, rédacteur de la même revue, à huit ans de prison. Liu Qing, qui purgeait déjà une peine de trois ans de camp, a été condamné pour avoir fait sortir du camp son témoignage, publié aux éditions Laffont en 1982 sous le titre *J'accuse*.

A la même époque, Wang Bingzhang, premier étudiant chinois à avoir obtenu un doctorat à l'étranger, tenait une conférence de presse à New York. Il annonçait la parution d'une revue au titre explicite, *Printemps de Chine*, dont le comité de rédaction est composé de 12 membres : 6 étudiants chinois à l'étranger et 6 correspondants clandestins en Chine.

La revue est dédiée à tous les militants du Mouvement démocratique chinois arrêtés, disparus ou condamnés depuis 1979 (1). Il est d'ailleurs significatif que Wang ait choisi pour nom de plume Wang Jingzhe : par une contraction, ce nom fait référence à Wei Jingsheng et à Wang Xizhe, les deux figures les plus radicales du Mouvement, l'un se déclarant non marxiste, l'autre se réclamant du marxisme révolutionnaire.

Wang Jingzhe explique que cette initiative constitue la cinquième étape du Mouvement démocratique. La première a été marquée par le *dazibao* de Li Yizhe sur les murs de Canton (1973-1974), la seconde, par les manifestations du 5 avril 1976 sur la place Tien An Men, la troisième, par le « Printemps de Pékin » (1979-1980), et la quatrième, par les élections locales à l'université (1980). Se revendiquer de cette filiation manifeste clairement qu'une mémoire des luttes antibureaucratiques est née.

S'il est encore trop tôt pour apprécier l'impact de *Printemps de Chine*, il n'est pas difficile de deviner quelles seront les réactions de la direction chinoise, et ce d'autant plus que la dizaine de milliers d'étudiants chinois à l'étranger appartient à la génération des contestataires. Il y a donc là matière à inquiéter les bureaucrates du PCC. Wang Jingzhe et ses camarades, qui n'ont pas demandé l'asile politique, auront donc besoin d'une réelle solidarité internationale.

DOCUMENT

Printemps de Chine, la nouvelle revue du Mouvement démocratique chinois, dont la publication fut tant souhaitée par tous les acteurs du Mouvement, a finalement vaincu les multiples difficultés pour s'adresser aux compatriotes de Chine et du monde. Comme le phénix renaissant sans cesse de ses cendres, le Mouvement démocratique n'est pas mort, il réapparaît sur la scène politique chinoise et mondiale plus mûr encore.

A un tournant décisif pour notre pays et notre peuple, *Printemps de Chine* brandit courageusement l'étendard de la lutte contre la dictature féodale et les privilèges bureaucratiques. La voix qu'il fait entendre est celle de la réalisation, sur notre terre, de la démocratie, de la légalité, de la liberté et des droits de l'homme.

Chers compatriotes, sans vouloir reparcourir ici l'histoire contemporaine de la Chine, ses misères et ses hontes avec les traités qui l'ont bradée, il nous faut por-

ter la plus grande attention à la situation présente de notre pays et de notre peuple, avant d'ouvrir une page d'histoire enfin glorieuse pour le peuple chinois.

Examinons d'abord notre patrie, la Chine. Trente ans déjà se sont écoulés depuis que le Parti communiste chinois (PCC) s'est installé au pouvoir. Politiquement, c'est un Etat centralisé de dictature féodale, où la lutte pour le pouvoir au sein de la classe dominante, la bureaucratie, s'aggrave de jour en jour, tandis que des campagnes politiques ruineuses pour le pays et le peuple se succèdent sans trêve. Quant au système, il s'agit d'un monopole de pouvoir exercé par une poignée de bureaucrates du Parti, qui règnent en despotes sur le gouvernement,

1. Pour une analyse exhaustive du Mouvement démocratique en Chine, se référer à l'article de Greg Benton, « La montée interrompue du Mouvement démocratique en Chine », paru dans *Inprecor*, numéro 118, 8 février 1982.



Manifestation sur la place Tien An Men, le 6 mars 1978. (DR)

l'armée, la justice et le peuple, doublé d'un contrôle hiérarchique de la société, tissé en toile d'araignée. Idéologiquement, c'est l'éducation obligatoire au gré des « ismes » divers et l'auto-rééducation permanente. Economiquement, on a affaire à une direction aveugle, contraire aux lois objectives de l'économie, et à des plans utopiques qui se repaissent de chimères. Résultat, tout tombe en ruine, le pays est exsangue, la « triple crise de confiance » est plus que jamais présente.

Certes, après la chute de la « Bande des Quatre », en 1978, nous avons, comme tous les Chinois, accordé notre crédit aux nouveaux dirigeants. Mais les soi-disant réformateurs du Parti, une fois leur but atteint — s'emparer du pouvoir et éliminer leurs concurrents en utilisant, au besoin, les aspirations démocratiques du peuple —, ont aussitôt impitoyablement réprimé le Mouvement démocratique au moment du « Printemps de Pékin ». Ils ont mis en œuvre des persécutions fascistes à l'encontre des animateurs du Mouvement démocratique, Wei Jingsheng et Wang Xizhe et d'autres qui, en conseillers désintéressés, étaient préoccupés par le devenir de la Chine.

La situation, après le XII^e Congrès, est plus décevante encore. Un comité permanent du Bureau politique, de 6 membres — un nombre pair — plus sénile que jamais et, pour sauver la face des vieux bureaucrates, une commission de conseillers qui ne conseille rien du tout, voilà ce qu'a produit ce Congrès qui, en dehors de cela, n'a rien apporté de nouveau. La nouvelle direction, toujours affairée dans les luttes de pouvoir, va lancer sous peu et pour trois ans un mouvement dit « de rectification du Parti », en réalité une purge. Après une série de réajustements économiques ayant peu de résultats, elle choisit de conduire le système économique existant sur la voie périlleuse du modèle de centralisation soviétique. Face à la difficile situation de la Chine, qui a du mal à se relever de ses fardeaux, devant la vie spirituelle et matérielle misérable de notre peuple, notre cœur se brise, et nous sombrons dans les larmes.

Examinons maintenant la société taïwanaise. Le Kuomintang (2), depuis sa retraite sur cette île perdue, a effectivement obtenu quelques résultats économiques ; cependant, différents problèmes subsistent, à cause d'un développement économique fondé sur les industries de transformation et dépendant des exportations.

Politiquement, dans la mesure où ils n'ont aucune réelle volonté de changement, les dirigeants ont perdu la confiance de la population, voire suscité la naissance d'opposants. Du coup, de peur de perdre le pouvoir, ils limitent le développement des forces démocratiques. Ainsi, face à l'offensive de la propagande du Parti communiste chinois, ils sont contraints à la défensive, et leurs réponses de circonstance ne sont que des phrases creuses sur le thème, par exemple, du « triple démisme » sensé réunifier la Chine.

Pour notre patrie, il y a aussi le problème particulier de Hong Kong. De toute évidence, il est le résultat historique du système pourri de dictature féodale en Chine. L'avenir de Hong Kong est confronté au choix de 1997 (3). Les compatriotes de Hong Kong restent très attachés à la patrie, et tous ont à cœur le retour au pays. Sur la base d'un soutien populaire aussi solide, le retour de Hong Kong devrait normalement ne poser aucun problème. Malheureusement, pour nos compatriotes sur place, il constitue une source d'inquiétude majeure, la plupart d'entre eux ne pouvant s'empêcher de trembler dès qu'il est question de 1997. Cela ne suffit-il pas à faire réfléchir la clique dirigeante du PCC ?

Enfin, si nous parlons des Chinois d'outre-mer, nous n'avons aucune raison d'être apaisés. Nombreux sont les Chinois à l'étranger dont les pensées vont au pays. Pourtant, toutes ces dernières années, même ceux qui y ont de la famille n'osent y retourner, même ceux qui rêvent à leur village ont peur d'y rentrer. Les investisseurs qui voudraient aider leur pays, les intellectuels qui voudraient contribuer à son essor hésitent pour la plupart et scrutent l'horizon. Nous savons aussi que beaucoup de vieux Chinois veulent finir

leurs jours au pays, que nombreux sont ceux qui souhaitent y envoyer leurs enfants étudier la culture millénaire de notre patrie. Pourquoi ces vœux sont-ils alors impossibles à réaliser ?

Depuis plus d'un siècle, quelles ont été les aspirations des Chinois, que jamais ils n'ont pu réaliser ? Aujourd'hui, que fuient-ils en quittant le pays, en allant à l'étranger ? Maintenant, il nous faut comprendre que pour guérir définitivement la Chine de ses plaies, il n'est pas d'autre solution que d'appliquer la démocratie et la légalité, que de promouvoir la liberté et les droits de l'homme. Ce n'est qu'après l'établissement en terre chinoise de la démocratie, de la légalité, de la liberté et des droits de l'homme qu'il sera possible de parler de modernisation de la Chine, de réunification de la patrie, du retour de Hong Kong, ce n'est qu'alors que les désirs des Chinois d'outre-mer pourront devenir réalité.

Chinoises et Chinois, notre pays et notre nation ne doivent plus endurer davantage de douleurs. Croyez-vous vraiment que le peuple chinois soit fondamentalement indigne de jouir de la démocratie et de la légalité ? La liberté et les droits de l'homme ne seraient-ils réservés, par la grâce de Dieu, qu'aux peuples étrangers ? Ne pouvons-nous laisser une nouvelle fois à nos enfants et à nos

2. Fondé en 1911 par Sun Yat-sen, dirigeant nationaliste révolutionnaire chinois mort en 1925, le Kuomintang (« Parti du peuple du pays ») fut ensuite dirigé par Chiang Kai-Shek et suivit un cours anticommuniste. Ce dernier reçut l'appui des Américains lors de la guerre du Pacifique en 1941, mena à plusieurs reprises une répression contre les militants communistes et se réfugia en 1949, lors de la victoire de la révolution chinoise, sur l'île de Taïwan.

3. Hong Kong est une île du littoral sud de la Chine qui a été cédée à perpétuité à la couronne britannique en 1942 (Traité de Nankin). Par la suite, en 1898-1899, les « nouveaux territoires » (New Territories), comprenant essentiellement une partie continentale où se trouve l'aéroport international et l'agglomération de Kowloon, ont été cédés à la couronne britannique pour une période de 99 ans. C'est donc en 1997 que se situe le terme de ce « bail ». Ceci met à l'ordre du jour le débat sur l'avenir du statut politique de Hong Kong.

descendants qu'une page d'histoire écrite avec les misères de notre peuple ? Non, trois fois non ! Nous devons lutter, engager l'action, déployer tous nos efforts pour écrire les pages nouvelles de notre histoire !

Jeunes Chinois, vous, la majorité de la population, vous êtes, vous le savez, l'avenir de la Chine. Vous allez, nous l'espérons, vous, les héritiers de la glorieuse tradition du Mouvement démocratique, en particulier du « Printemps de Pékin », faire la synthèse des expériences qui ont été conduites, et en tirer toutes les leçons, vous allez améliorer la tactique du combat démocratique et en approfondir la théorie et, dans l'attente du moment opportun, vous devez utiliser tous les moyens légaux, saisir toutes les occasions pratiques pour influencer les masses et hâter la transformation de la société.

Etudiants et stagiaires, boursiers du gouvernement chinois, à l'étranger, vous êtes les élites et les enfants chanceux de la Chine. Vous qui êtes vifs d'esprit, qui ne manquez ni de connaissances ni de bon sens, c'est à notre pays et à notre peuple que vont vos préoccupations. Par votre expérience de l'étude à l'étranger, vous êtes mieux à même de percevoir les racines des maux sociaux de notre pays, vous savez aussi ce qu'il nous faut apprendre et utiliser de l'étranger. Pendant vos séjours à l'étranger, vous allez, nous l'espérons, faire parvenir au *Printemps de Chine* vos impressions et vos analyses, sous un pseudonyme. Utilisant ainsi cet espace de démocratie et de liberté pour accumuler la

matière de vos réflexions, vous participerez à la naissance de cette nouvelle étape du Mouvement démocratique. A votre retour, dès l'instant où vous poserez le pied sur le sol chinois, votre liberté de parole sera confisquée, mais vous occuperez des postes importants, voire vous assumerez des tâches de direction. Or, vous aurez rapporté avec vous non seulement des sciences et des techniques modernes, mais aussi, c'est le plus décisif, de nouveaux principes humanistes qui conviennent à la réalité de notre pays. Ainsi, nous souhaitons que vous utilisiez raisonnablement vos pouvoirs, même réduits, pour lutter contre le système féodal et la bureaucratie, pour diffuser activement auprès de la population les notions de démocratie et de légalité. Qu'enfin, dans les limites du possible, vous réalisiez des réformes démocratiques partielles pour le bénéfice de notre pays et de notre peuple.

Etudiants à l'étranger à vos frais, vous qui êtes jeunes, ardents et épris de justice, vous êtes la force la plus précieuse de la génération qui se lève. Au contraire des boursiers du gouvernement, vous avez moins le souci de vos arrières, et vos liens avec les communautés chinoises d'outre-mer sont à la fois plus étroits et plus étendus. Par conséquent, pour la promotion du Mouvement démocratique chinois, pour la mobilisation des compatriotes d'outre-mer, pour que se développent leur intérêt et leur soutien à notre Mouvement, votre responsabilité est incontournable. Aujourd'hui, nous vous accueillons, nous souhaitons de tout cœur que

vous deveniez membres du *Printemps de Chine*, des membres actifs, c'est-à-dire qui agissent concrètement. Un jour viendra où vous serez l'étincelle du Mouvement démocratique chinois qui, de fourrés en taillis, de feux grégeois en brûlots, mettra le feu à la plaine.

Jeunes de Taiwan et de Hong Kong et, parmi vous, ceux qui étudient à l'étranger, le problème de la Chine est notre problème à tous, notre préoccupation commune, celle à laquelle nous sommes confrontés. L'avenir de la Chine, c'est notre avenir, nous, les enfants de Huangdi et de Yandi. Depuis le Mouvement de défense des îles Diaoyu, au début des années 1970 jusqu'au rassemblement massif du 18 septembre cette année à Hong Kong, nous avons vu se manifester votre intérêt pour le devenir du pays et votre passion de la vérité. Vous êtes les soutiens et les renforts du Mouvement démocratique chinois. Nous vous attendons. Vous participerez, nous l'espérons, à cette nouvelle étape du mouvement et vous combattrez à nos côtés.

Compatriotes d'outre-mer, vous êtes la mère de la révolution. C'est ainsi qu'en son temps Sun Yat-sen vous adressait ses louanges. Vous allez, nous le souhaitons profondément, donner plus de force encore aux manifestations de patriotisme et de soutien au Mouvement démocratique. Récemment, la lutte engagée spontanément par les compatriotes d'outre-mer pour aider et sauver les combattants d'avant-garde, notamment Wang Xizhe et He Qiu, a été un encouragement formidable pour le Mouvement démocratique à l'intérieur du pays. Nous vous adressons, tout particulièrement ici, nos remerciements et nos saluts respectueux. Nous espérons que vos luttes soient menées en coordination avec *Printemps de Chine*, pour produire plus d'effets et en élargir l'impact, pour contraindre les autorités à libérer sans condition, conformément à la loi, les combattants du Mouvement démocratique arrêtés. Notre espoir, c'est aussi que les Chinois d'outre-mer donnent au *Printemps de Chine* les aides et les soutiens humains, matériels, intellectuels et financiers pour permettre, dans les conditions les meilleures, le développement et le renforcement du Mouvement démocratique chinois.

Chers compatriotes, à la veille d'un immense changement de la société chinoise, analyser et étudier les problèmes concrets de la Chine, mener une vaste propagande, faire un travail de mobilisation, et rassembler autour de ces idées de larges masses populaires, telles sont nos tâches à court terme. « La tâche est difficile et la route longue », nous en sommes convaincus. Chemin faisant, nous rencontrerons de nombreux obstacles, mais nous voulons être ceux qui construisent routes et ponts sur la voie qui conduit à la liberté et à la démocratie. Donnons-nous la main et lançons-nous dans le courant impétueux de l'histoire qui transformera la société chinoise. ■

La rédaction du *Printemps de Chine*,
novembre 1982.

Origine et buts du "Printemps de Chine"

Dans le Monde des 8 et 9 mai derniers, un étudiant boursier du gouvernement chinois aux Etats-Unis, Li Lin, membre de la rédaction de *Printemps de Chine*, était interrogé sur les origines et les objectifs de cette revue. Nous publions ci-dessous ce court entretien.

— Qu'est-ce qui a déclenché cette dernière phase (du Mouvement démocratique) ?

— L'arrestation des éléments contestataires les plus modérés, comme Wang Xizhe et Xu Wenli, a été un élément déterminant. On a compris que toute forme d'expression critique était désormais bloquée. Il fallait prendre le relais, et seuls les étudiants envoyés à l'étranger pouvaient le faire.

— Comment êtes-vous organisés ?

— Comme la rédaction d'une revue, qui vient d'ailleurs de sortir son premier numéro, et que nous comptons diffuser parmi les Chinois du monde entier (à Hong Kong elle est déjà en vente dans la rue). Le comité de rédaction est pour moitié composé de gens résidant en Chine, dont l'identité, naturellement, doit rester secrète. En outre, sont considérés comme « membres honoraires » de la rédaction tous les emprisonnés d'opinion du « Printemps de Pékin ».

Le but de cette revue est de promouvoir ce que Wei Jingsheng appelait la « cinquième modernisation », c'est-à-dire la démocratie, sans laquelle la Chine ne s'en sortira pas. Il y a parmi nous toutes sortes de gens, mais nous avons en commun la foi dans le pluralisme, sans lequel il n'est pas de démocratie.

Nous nous définissons comme des opposants momentanément en exil. Des opposants, ni plus ni moins, et il serait inexact de dire que nous voulons « renverser le parti communiste ». Le PC a sa place en Chine, au même titre que n'importe quel parti politique. Mais aucun parti, qu'il se nomme Kuomintang ou Parti communiste, ne peut s'arroger le droit de parler, à lui seul, au nom du peuple chinois. Celui-ci doit faire entendre sa voix, le pluralisme des partis doit donc être restauré.

Après la mort des commandants Marcial et Ana Maria

L'ORGANE du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), *Barricada*, a publié le 21 avril dernier un communiqué du ministère nicaraguayen de l'Intérieur (MINT) exposant les circonstances de la mort récente de deux des principaux dirigeants de l'organisation révolutionnaire salvadorienne, les Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Marti, l'une des cinq composantes du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

Le document précise que les responsables de l'assassinat, le 6 avril dernier à Managua, de Melida Anaya Montes, la commandante Ana Maria, dirigeante des FPL, sont de nationalité salvadorienne, membres à différents niveaux des FPL, et qu'ils ont été arrêtés. Il s'agit de Rogello A. Bazzaglia Recinos, « auteur intellectuel et organisateur de l'acte criminel », de Walter Ernesto Elias, de Andres Vasquez Molina et de Julio A. Soza Orellana, « auteurs matériels de l'assassinat », de Alejandro Romero Romero et de Maria Argueta Hernandez, « complices qui facilitèrent l'entrée du groupe homicide dans la

Vincent KERMEL

C'est après avoir été informé par les responsables nicaraguayens de la véritable identité des assassins de la commandante Ana Maria, que Salvador Cayetano Carpio, « abattu et consterné devant les preuves irréfutables de l'activité ennemie réalisée au travers d'un homme qui avait sa confiance, et culminant par l'assassinat de la camarade Anaya Montes (...) prit la tragique décision de se donner la mort le mardi 12 avril ». Dès le lendemain, le commandant Marcial était enterré en privé, en présence des dirigeants sandinistes Daniel Ortega et Tomas Borge. Mais pour permettre à la direction des FPL d'informer leur organisation de la disparition de leur principal dirigeant, cette nouvelle ne sera rendue publique que plusieurs jours après cette date.

Avant de devenir la commandante Ana Maria, Melida Anaya Montes fut l'une des fondatrices de l'Association nationale des enseignants d'El Salvador (ANDES-21 juin), qui organisa dans le passé de nombreuses luttes revendicatives. Elle participa aussi à la fondation du Bloc populaire révolutionnaire (BPR), front de masse des FPL, qui constituera ensuite une composante du Front démocratique révolutionnaire (FDR). Membre de la direction des FPL, la commandante Ana Maria prit part aux combats armés contre les troupes de la dictature dans différentes régions du pays, avant de devenir responsable en second des FPL. C'est en cette qualité qu'elle participa en diverses occasions, à l'extérieur du pays, à des activités de propagande au sein de délégations du FMLN-FDR. Quant à Salvador Cayetano Carpio, il était le fondateur et principal dirigeant des FPL.

la maison de la camarade commandante Ana Maria ».

Le communiqué ajoute que « l'auteur intellectuel et le principal responsable de l'assassinat, (qui) utilisait le pseudonyme de Marcelo, est membre du Commandement central des Forces populaires de libération (FPL) d'El Salvador, où il assume des responsabilités très proches du camarade Salvador Cayetano Carpio, commandant Marcial, premier responsable de cette organisation révolutionnaire ». Marcelo, « se prévalant de la responsabilité qu'il était parvenu à occuper dans l'organisation des FPL et de la confiance que lui faisait le camarade Salvador Cayetano Carpio, profita de l'absence de celui-ci pour semer la méfiance politique parmi quelques membres de base des FPL à l'égard de la camarade Melida Anaya Montes ». Ce sont ces membres « qui furent manipulés pour exécuter le crime ». Le document du ministère de l'Intérieur du Nicaragua définit aussi cet assassinat comme « le résultat d'une activité ennemie, caractéristique de l'Agence centrale de renseignements nord-américaine (CIA) ».



Jeune combattante du FMLN salvadorien. (DR)

La mort des deux principaux dirigeants des FPL constitue un coup sévère pour cette organisation. Elle représente aussi un facteur d'affaiblissement de toute la direction du FMLN à un moment important de la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien. Cela aurait été déjà vrai si les deux responsables des FPL étaient morts au combat. Mais, à l'impact objectif de leur disparition brutale s'ajoute le terrible coup au moral des combattants que représentent les circonstances de leurs morts.

En ce sens, quel que soit le degré de manipulation possible des assassins d'Ana Maria par les agences impérialistes, et même si aucun lien réel ne pouvait être prouvé, la participation d'un dirigeant et de

militants des FPL à l'assassinat d'une de leurs dirigeantes est une victoire objective pour le combat de l'impérialisme, qui vise à affaiblir les forces révolutionnaires qui luttent contre la dictature au Salvador.

Cela met en évidence, de façon tragique, la réalité des menaces américaines en la matière. Ainsi, dès avril 1982, lors d'une réunion secrète du Conseil national de sécurité, des responsables militaires et civils américains et des représentants de la CIA s'étaient proposés de « multiplier les efforts pour exacerber les luttes fractionnelles dans l'extrême gauche » au Salvador. Le compte-rendu de cette rencontre notait aussi au nombre des résultats de la politique américaine au

Salvador « l'accroissement des frictions entre les groupes de la guérilla et leurs partisans » (voir *Inprecor*, numéro 149, 9 mai 1983). La presse bourgeoise internationale ne manque d'ailleurs pas de présenter aujourd'hui la disparition d'Ana Maria et de Marcial comme le produit de telles frictions. Ainsi, le *New York Times* laissait récemment entendre que « les gouvernements nicaraguayen et cubain, sentant la pression sur la révolution sandiniste, ont estimé que le groupe de Cayetano Carpio était un obstacle aux négociations pour résoudre le problème dans la région et ont décidé d'éliminer cet obstacle ». Cette appréciation grotesque — puisque ce sont les services nicaraguayens eux-mêmes qui ont mené jusqu'à son terme l'enquête concernant l'assassinat d'Ana Maria — s'inscrit évidemment et de manière parfaite dans la tactique de division impérialiste. Elle est d'ailleurs surtout destinée à discréditer les directions sandiniste et cubaine aux yeux des travailleurs et des peuples qui appuyent leur combat.

Toutefois, au-delà même des manœuvres impérialistes pour tirer profit de la disparition de ces deux dirigeants, il n'en reste pas moins que c'est de l'intérieur même des FPL qu'a été organisé l'assassinat d'Ana Maria. Le communiqué des FPL, que nous publions ci-après, précise en effet que le principal organisateur du crime, Marcelo, alors membre de la direction centrale de cette organisation, entendait « assouvir un ressentiment et résoudre des divergences idéologiques et politiques avec Ana Maria ».

Sans que l'on sache à ce jour la teinte exacte de ces « divergences », il faut remarquer que les points en discussion au sein des FPL et dans le FMLN peuvent être multiples compte tenu de la complexité et du caractère exceptionnel du processus révolutionnaire salvadorien. Cette lutte se mène en effet dans des conditions (géographiques, politiques, sociales et internationales) qui posent des problèmes stratégiques et tactiques nombreux et compliqués. Le contexte de guerre de guérilla dans un pays très urbanisé, sans véritable relief protecteur, le soutien puissant dont bénéficie la dictature de la part du gouvernement américain, et d'autres particularités encore, concourent à singulariser l'expérience salvadorienne, y compris dans une certaine mesure par rapport aux conditions de la victoire sandiniste de juillet 1979. Depuis lors, le contexte politique international, marqué à la fois par l'avancée de la révolution nicaraguayenne et l'agressivité toujours plus grande de la contre-offensive impérialiste, a changé. Les problèmes relatifs à l'unification des rangs du camp révolutionnaire et populaire contre la dictature se posent aussi de manière différente : l'origine des diverses organisations composant le FMLN est plus ancienne que ne l'était celle des tendances au sein du FSLN nicaraguayen qui s'unirent à la veille de l'insurrection, les particularités idéologiques et d'implantation de ces organisations plongent aussi leurs racines dans les dures luttes des années 1970.

Les conditions d'une lutte armée contre une dictature sanglante soutenue par l'impérialisme dans un petit pays comme le Salvador ne sont pas particulièrement favorables au maintien et à l'approfondissement d'une vie démocratique intense dans les organisations en lutte. Elles rendent indispensable, dans une certaine mesure, un fonctionnement interne régi par une discipline rigoureuse, au moins pour tout ce qui concerne les actions de type militaire (préparation, conception et réalisation d'actions armées antidictatoriales). Des discussions qui, dans ce contexte, aborderaient des problèmes relatifs aux modalités et au rythme d'actions armées, ne pourraient être débattues au grand jour. D'autre part, sur des questions aussi délicates que celles des conditions de relance d'une activité militaire généralisée de la guérilla, liée au problème de réorganisation du front de lutte urbain et celle des initiatives diplomatiques à prendre pour répondre aux manœuvres impérialistes visant à régionaliser le conflit et les négociations à ce sujet, personne ne peut prétendre, de l'extérieur des forces combattantes salvadoriennes, avancer des réponses péremptoires. De même, personne ne peut, non plus, réclamer une absolue publicité des discussions internes du FMLN et des différentes organisations qui le composent sur tous ces thèmes, compte tenu justement des conditions de lutte antidictatoriale.

On ne peut néanmoins qu'approuver la formule donnée par Salvador Cayetano Carpio, pour caractériser la lutte idéologique au sein du camp révolutionnaire et populaire. Celle-ci est extraite d'un livre récent, dont nous publions ci-après quel-

ques passages significatifs. Pour Cayetano Carpio, cette lutte est non seulement inévitable mais légitime. Cependant, elle « doit être menée avec des méthodes correctes, puisqu'il ne s'agit pas de la lutte contre l'ennemi (...) Au sein du peuple, c'est la persuasion qui doit prévaloir ». Force est de constater aujourd'hui qu'au sein même de son organisation et parmi ses plus proches collaborateurs, certains n'avaient pas assimilé cette maxime pourtant fondamentale. Et ceci alors que seul un travail en profondeur d'éducation politique sur cette question peut permettre de maintenir, dans les conditions actuelles de la lutte révolutionnaire salvadorienne, l'unité des organisations révolutionnaires et du FMLN au-delà des divergences qui peuvent les traverser.

Néanmoins, le courage politique qu'a signifié l'annonce publique de l'identité des véritables responsables de l'assassinat d'Ana Maria, par les dirigeants sandinistes et les forces des FPL et du FMLN, doit être interprété comme un désaveu public de l'emploi de méthodes policières et criminelles pour régler des divergences politiques affirmées. Cela doit être l'occasion d'une réflexion au sein des différentes organisations révolutionnaires salvadoriennes sur les conditions dans lesquelles peuvent être débattues et résolues les divergences, dans le cadre de la lutte armée, et comment celles-ci peuvent être présentées aux masses populaires qui, au Salvador, participent à la lutte révolutionnaire et qui, de par le monde, la soutiennent. ■

Vincent KERMELE
10 mai 1983.

Communiqué des Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Martí

C'est avec une profonde douleur révolutionnaire que la commission politique du Commandement central des Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Martí, annonce au peuple du Salvador et à tous les peuples du monde, la mort de notre premier responsable du COCEN (Commandement central), commandant en chef des Forces armées populaires de libération (FAPL) et membre du commandement général du FMLN, le commandant Marcial.

L'assassinat de notre commandante Ana Maria a été planifié et exécuté par le dénommé Marcelo qui, à ce moment-là, était membre du Commandement central des FPL. Il s'est prêté en cela aux manœuvres de diversion de la CIA.

Afin de réaliser un crime aussi répugnant, cet individu a pu, grâce à d'habiles manœuvres, obtenir la collaboration de plusieurs ex-camarades qui ont pour pseudonyme Efren, Francisco, Jacinto, Lola et Roberto. En commettant cet acte de haute trahison, Marcelo a prétendu assouvir un ressentiment et résoudre des divergences idéologiques et politiques avec la camarade Ana Maria.

L'assassinat de la camarade Ana Maria a causé au camarade Marcial une grande douleur révolutionnaire qui a provoqué chez lui une grave crise émotionnelle, quand il a appris qu'un des membres du COCEN qui lui était proche était l'organisateur et l'exécuteur du crime. Ceci l'a conduit au suicide, le 12 avril à 21h30, dans une maison où se trouvaient également sa femme Emma, et d'autres camarades.

Devant ces faits lamentables et tragiques, nous, les FPL, condamnons ce crime honteux commis par Marcelo en collaboration avec les autres ex-camarades mentionnés.

Avec la mort de nos deux premiers responsables, les FPL, le FMLN et le peuple du Salvador ont subi deux pertes irréparables, deux grands leaders révolutionnaires qui ont contribué à l'avancement du processus révolutionnaire salvadorien et de notre chère organisation ; ils ont fait avancer et ont développé l'unité révolutionnaire et démocratique du FMLN et du FDR. Nous, les centaines de combattants des FAPL, du FMLN et le peuple entier, mènerons à terme, en redou-

blant d'énergie, les objectifs tracés par nos deux camarades : la défaite de l'impérialisme yankee et de la dictature militaire fascistoïde.

Nous alertons toutes nos bases et le peuple du Salvador pour qu'ils veillent à ne pas se laisser confondre par les manœuvres de l'ennemi destinées à semer la méfiance envers les dirigeants et les organismes de direction des FPL et du FMLN, dans le but d'affaiblir et de miner son autorité dans le peuple. Nous lançons un appel afin de serrer nos rangs et de contre-carrer cette manœuvre de l'impérialisme.

Nous ferons plus que jamais preuve d'esprit combatif pour affronter la politique agressive de l'impérialisme yankee qui, pour freiner le mouvement révolutionnaire, crée des plans de diversion, commet des agressions de guerre à caractère psychologique et des actes d'une vile bassesse. Nous réaffirmons que cette politique se heurtera à l'esprit élevé et combatif de nos militants et à la volonté de lutter jusqu'à la victoire finale de tous nos combattants.

Les FPL remercient ici le ministère de l'Intérieur du gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua et la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale pour les facilités qu'ils nous ont données.

Le Commandement central continuera les investigations. Il lance également un appel à tous les militants de base de l'organisation, à tous les organismes de direction, au Conseil révolutionnaire, au Commandement central, à la commission politique, pour que soient respectés les accords de la dernière réunion du COCEN : renforcer et consolider l'unité révolutionnaire dans le FMLN-FDR, faire tous les sacrifices pour mener à bien les tâches politiques et militaires, et trouver une solution politique juste et digne qui réponde aux intérêts du peuple salvadorien.

— Commandant Marcial, jusqu'à la victoire totale !

— Commandante Ana Maria, nous jurons de vaincre !

— La révolution ou la mort, le peuple armé vaincra !

— Unis pour lutter jusqu'à la victoire finale !

— La révolution ou la mort, nous vaincrons ! ■

Commission politique du Commandement central des Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Marti, membre du FMLN.

Les commandants Salvador Guerra, membre de la commission politique, du Commandement général, et substitut du commandant en chef ;

Leonel Gonzales, membre de la commission politique et responsable de l'organisation du parti ; Miguel Castellanos, membre de la commission politique et chef du front urbain.

El Salvador, 20 avril 1983.

Lutte des classes et guerre populaire de libération

SALVADOR Cayetano Carpio est un véritable personnage historique, tant sa vie a symbolisé les principales étapes de la lutte des masses populaires salvadoriennes des quarante dernières années. Né en 1919, ouvrier boulanger, dirigeant syndical de cette corporation dans les années 1940, Salvador Cayetano Carpio participera à de nombreuses luttes revendicatives violentes. Au cours de l'une d'elles, il sera incarcéré pendant six mois, et c'est à sa sortie de prison, en 1947, qu'il intégrera le Parti communiste salvadorien (PCS). Il connaîtra la prison et l'exil à plusieurs reprises, et participera, dans les années 1950, à la fondation du Parti guatémaltèque du travail (PGT), le Parti communiste du Guatemala.

Ayant rapidement des responsabilités importantes au sein de la commission d'organisation du PCS, Salvador Cayetano Carpio en sera le secrétaire général, de 1964 à son départ, en 1970. Il se montrera très sensible aux leçons politiques de la révolution cubaine, comme l'a été toute une génération de militants révolutionnaires en Amérique latine. Il développera alors des positions beaucoup plus radicales que celles du courant droitier majoritaire dans la direction du PCS, qui s'embourbait dans l'électorisme et l'alliance privilégiée contractée avec la démocratie chrétienne. Ainsi se forgera sa conception de la nécessité de combiner lutte politique et lutte militaire contre la dictature, et de construire une organisation révolutionnaire politico-militaire adaptée à cet objectif.

En 1970, Cayetano Carpio quitte le PCS avec sept autres camarades et fonde quelque temps après les Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Marti, dont il sera le principal dirigeant, sous le pseudonyme de Marcial. Ce n'est pourtant qu'en 1981 que l'identité du prestigieux dirigeant Marcial sera publiquement dévoilée. Pendant ces dix années, les FPL se sont construites comme organisation de lutte armée prônant une guerre populaire prolongée contre le régime. Elles ont structuré des fronts syndicaux et populaires de masse, regroupés au sein du Bloc populaire révolutionnaire (BPR). Le BPR et les structures équivalentes des deux autres principales organisations politico-militaires — l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) et les Forces armées de résistance nationale (FARN) — parviendront à marginaliser l'influence du PCS dans le mouvement de masse. A tel point qu'après avoir participé au gouvernement aux côtés des démocrates chrétiens et des sociaux démocrates après la chute du dictateur Humberto Romero en 1979, le PCS décidera ensuite de rejoindre les organisations politico-militaires et participera ainsi à un processus d'unité d'action qui conduira à la constitution, en 1981, du FMLN.

En guise d'hommage au camarade Cayetano Carpio, nous publions ci-après quelques extraits d'un livre intitulé *La lutte des classes, moteur du développement de la guerre populaire de libération*, édité à Mexico en décembre 1982 (Editions Enero 1982). Ce livre est composé de plusieurs articles ou contributions de Salvador Cayetano Carpio et d'une longue interview qu'il donna, fin 1982, à Marta Harnecker. ■

Extrait d'un livre de Salvador Cayetano Carpio

Je suis devenu dirigeant à partir de la lutte des classes elle-même ... Pour moi, la notion de combativité des ouvriers est une notion liée à la lutte illégale. En ces temps, nous avons peut-être été favorisés par le fait qu'il n'existait aucune loi favorable au mouvement ouvrier ; il n'y avait pas de Code du travail, rien de tout cela ... Ainsi, il fallait tout faire par la force. Les usines, il fallait les fermer de force. Je me suis formé dans ce contexte : mon école de la lutte des classes, c'était la combativité. Et depuis lors, nous avons dû arracher au gouvernement et au patronat chacune des lois qui ont pu favoriser le mouvement ouvrier, par la lutte et la violence de masse.

FORMÉ AU CŒUR DE LA LUTTE DES CLASSES

Je suis entré au Parti communiste en 1947, après six mois de prison où l'on m'avait maintenu justement parce que nous avions fait une grève. Pour écraser la

grève, ils avaient commencé par me jeter en prison parce que j'étais le dirigeant du syndicat des boulangers. Quand je suis entré au Parti, j'avais déjà quatre ans d'expérience de luttes des classes et, dans la mesure où il n'y avait aucune loi, tout devait être conquis par la force ... et dans l'unité, l'unité de toute la profession et l'unité des différentes organisations professionnelles, pour pouvoir imposer au patronat, bien que c'était là peu de choses, les revendications contenues dans une plate-forme élémentaire. C'était une école forgée au sein de la lutte des classes elle-même et non dans les livres ... *La Mère*, de Maxime Gorki, est le premier livre que j'ai lu ; c'était en 1947, en prison, à la veille d'entrer au parti. (...) En 1947, j'étais absolument convaincu qu'au Salvador il était impossible d'obtenir quoi que ce soit sans une attitude combative de la classe ouvrière. (...) En 1959, avec le triomphe de la révolution cubaine, la lutte idéologique s'aiguïsa à l'intérieur du parti. (...) C'est alors que s'affirma la né-

cessité de changer de méthodes de travail avec la classe ouvrière. Le bureaucratisme et l'économisme nous avaient quasiment mené à l'isolement et menaçaient de liquider l'influence que nous avions gagnée dans la classe ouvrière. (...) Nous nous sommes consacrés alors au travail d'organisation de cellules clandestines dans les usines. (...)

L'INFLUENCE DE LA RÉVOLUTION CUBAINE

Il était naturel que la lutte dans le parti se fasse plus aiguë, dans la mesure où le secteur qui s'était formé au cours de toutes ces années antérieures dans le bureaucratisme et l'économisme était important. Et cela explique que la droite au sein du parti ait finalement réussi à bloquer le chemin, ses cadres étant majoritaires tant dans le mouvement syndical qu'au sein de la direction. (...)

Pour moi, il devint clair qu'il y avait deux manières d'appliquer le marxisme : une forme dogmatique et une autre qui ne l'était pas, et la révolution cubaine avait précisément prouvé qu'il était nécessaire d'appliquer le marxisme de manière non dogmatique, qui prenne en compte la spécificité du pays. Je suis arrivé à la conviction que nous avions appliqué le marxisme de manière assez dogmatique. (...)

Alors que j'étais plongé dans la lutte syndicale, avec toutes ses tâches quotidiennes et dans la lutte contre les syndicats pro-impérialistes, ce qui me sautait déjà aux yeux, c'était une autre forme de la violence révolutionnaire : celle de la violence révolutionnaire des masses, qui avait des aspects de lutte armée, même s'il ne s'agissait encore que d'armes très élémentaires, telles que gourdins, etc., une violence appliquée sur le terrain de la lutte de masse, de la lutte politique.

LA SCISSION DU PC ET LA CRÉATION DES FPL

Je fus secrétaire général du Parti communiste salvadorien de 1964 à 1970, et pendant tout ce temps, la lutte idéologique fut précisément menée pour obtenir que le parti comprenne, en premier lieu, la nécessité de la violence des masses, de l'application de l'autodéfense aux diverses activités de la lutte des masses. C'est dire que la lutte idéologique ne se limitait pas au terrain théorique. Elle se déroulait au sein même des masses, dans le cours même de la lutte révolutionnaire du peuple. Il ne s'agissait pas d'une lutte idéologique menée dans les bureaux ..., mais en pratique, au cours des grèves, dans les usines, dans le feu purificateur de la lutte des classes contre le patronat, gourdins cloutés à la main. (...)

Lorsque le secteur droitier bloqua les canaux de discussion internes, il ne me resta d'autre voie que de quitter le parti pour fonder une nouvelle organisation. Le 1er avril 1970, les Forces populaires de libération (FPL) Farabundo Martí étaient fondées. A ce moment, le Parti communiste était engagé à prouver que la lutte paci-

fique était la voie d'accès au pouvoir au Salvador. Il prônait essentiellement la voie électorale et cherchait les secteurs démocratiques bourgeois comme alliés fondamentaux ...

Arrivé à la conviction irréversible que le Parti communiste était devenu un obstacle pour franchir le pas vers la lutte armée, il fut nécessaire de former un instrument politico-militaire du peuple. (...)

Nous concevions les FPL comme une organisation léniniste de type nouveau. L'un des derniers rapports que je présentai au comité central du PCS, dans le cadre de la lutte idéologique, portait précisément sur la question de l'organisation. Il avançait la nécessité d'organiser un véritable parti marxiste-léniniste de type nouveau, capable de diriger non seulement les actions pacifiques, mais aussi de conduire le prolétariat au pouvoir par la lutte armée. Dès le début, nous étions conscients du fait que nous construisions une organisation marxiste-léniniste de type nouveau, une organisation révolutionnaire que ses objectifs définissaient comme politico-militaire. (...)

Une organisation politico-militaire signifie la mise en pratique d'une stratégie politico-militaire, c'est-à-dire la combinaison de tous les moyens de lutte ... Il était clair pour nous, dès le début, que l'application de la ligne politique doit être complétée par la lutte armée, et cette dernière tend à devenir déterminante à certains moments. Quand nous avons défini, au Salvador, l'organisation comme politico-militaire, nous l'avons fait pour répondre à une véritable nécessité : il y avait dans le pays des organisations qui refusaient de s'engager sur la voie militaire et voulaient maintenir le mouvement exclusivement sur le terrain politique.

A partir de 1970, nous avons appliqué et développé une stratégie intégrale de guerre révolutionnaire prolongée, cela parce que le peuple n'avait pas d'armes, et

qu'au cours de longues décennies on n'avait pas impulsé la lutte armée dans les masses, dans le peuple ; au contraire, on avait prétendu qu'elle était impossible. (...) Il fallait partir de là pour vaincre une armée relativement puissante, avec une force numérique de 12 000 contre un, possédant du matériel de guerre en grande quantité, disposant d'une supériorité écrasante sur le terrain de la lutte armée. Il y avait là le risque de tomber dans la conception aventuriste selon laquelle un petit groupe de 30 à 50 hommes prendrait le pouvoir, celle où le héros se substitue au peuple et où celui-ci n'est plus l'acteur de sa propre révolution. Cela a coûté la vie à des centaines de révolutionnaires en Amérique latine, qui avaient adopté cette conception dangereuse ne pouvant mener qu'à l'échec. On trouve encore une autre conception, celle du putschisme, qui consiste à se rapprocher de quelque militaire — celui-ci promettant de bonnes conditions pour un coup d'Etat — et à s'organiser ensuite à la traîne du coup d'Etat (lequel n'est déjà pas en lui-même un acte révolutionnaire).

Une démarche qui n'aurait pas visé, à ce moment-là, à accumuler des forces politico-militaires à travers un processus prolongé de guerre, aurait été une démarche catastrophique pour la révolution au Salvador. Seule cette conception donnait une perspective de développement à la voie armée de la lutte révolutionnaire du peuple, et nous étions tous obligés de l'adopter. En agissant différemment, nous aurions péché par impatience, aventurisme, militarisme et putschisme.

C'est pour cela que le processus de la guerre populaire au Salvador est passé du simple au complexe. (...)

L'UNITÉ ET LA POLITIQUE D'ALLIANCE

L'expérience que nous avons, c'est que l'unité la plus large est nécessaire

Le commandant Marcial quelque part au Salvador (photographie extraite de son livre).



pour pouvoir avancer fermement vers la révolution. Mais cette large unité doit être fondée sur quelque chose. Elle ne peut être abstraite, elle ne peut être « a-classiste », elle ne peut être informelle. Elle doit être fondée sur l'unité des ouvriers et des paysans. Si elle n'est pas fondée sur l'alliance ouvriers-paysans, cette unité ne fait que suivre la classe qui a la plus grande expérience, habileté et pratique du pouvoir. Celle-ci prend en main la conduite de cette large unité et l'oriente vers ses propres intérêts.

Nous ne pouvons pas oublier qu'y compris au sein de cette large unité, des éléments de lutte des classes surgissent inévitablement. Telle est la conclusion que nous avons tirée de notre expérience des dernières années, en prenant toujours comme base le fait que la lutte des classes imprègne tout le processus.

Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un mouvement de libération nationale que la classe ouvrière doit se tenir à l'écart. Au contraire, la classe ouvrière se doit de diriger ce processus dans la mesure où il doit réaliser la libération nationale et approfondir ses conquêtes révolutionnaires, de manière à créer les conditions économiques, politiques et sociales, de conscience, etc. pour le passage au socialisme.

Il faut qu'à cette étape de la lutte populaire de libération, le prolétariat dirige ce processus et ne renonce pas à son rôle dirigeant. Et pour cela, une alliance avec la paysannerie lui est nécessaire, car sans cela, la classe ouvrière se trouverait isolée face aux représentants des classes bourgeoises nationales et internationales, et noyée dans l'océan de leurs intérêts. En effet, dès qu'un mouvement révolutionnaire semble capable de prendre le pouvoir, les bourgeoisies internationales commencent alors à faire pression pour conquérir, à l'intérieur de cette union, des positions qui lui permettent de contrôler cette révolution quand elle arrive à son point culminant. (...)

Au cours de la guerre, la lutte des classes interne entre la bourgeoisie internationale d'un côté et la classe ouvrière et la paysannerie de l'autre, s'aiguise. Par conséquent, si on ne développe pas la lutte idéologique, il se crée des conditions très défavorables pour que les organisations les plus conséquentes du prolétariat et de la paysannerie jouent leur rôle d'avant-garde. Il est évident que la lutte idéologique doit être menée avec des méthodes correctes, puisqu'il ne s'agit pas de la lutte contre l'ennemi. L'ennemi, lui, et en particulier l'impérialisme et ses suppôts, doit être accueilli avec les balles et les mortiers. Mais au sein du peuple, c'est la persuasion qui doit prévaloir, la lutte idéologique avec des méthodes correctes, tout en restant ferme sur les principes révolutionnaires. (...)

LA QUESTION DES NÉGOCIATIONS

Nous, nous sommes fermes et très sérieux face à l'avenir. Nous sommes sincères quand nous disons que notre guerre doit s'achever par une solution politique. Si nous sommes forts, alors nous voyons

que le dialogue est basé sur la dignité, sur la défense des intérêts du peuple. Nous sommes certains qu'aucun révolutionnaire du Salvador ne trahira jamais les intérêts du peuple. Toute négociation doit être fondée sur la satisfaction des intérêts fondamentaux de notre peuple, et toute discussion sur sa dignité. (...)

Cependant, nous sommes aussi profondément impliqués dans un processus qui embrase l'Amérique centrale, et nous savons que Reagan a un plan pour toute la région, et que sa politique tend à la régionalisation des agressions.

Notre lutte révolutionnaire, tous les peuples d'Amérique centrale peuvent en être assurés, saura tenir avec honneur le rôle qui lui revient face à nos peuples humbles, travailleurs, qui veulent leur liberté et leur indépendance. (...)

En ce moment (octobre 1982), nous sommes conscients du fait que notre guerre n'est pas isolée. La guerre populaire de libération du Salvador s'inscrit dans un processus d'ensemble de lutte révolutionnaire de tous les peuples centro-améri-

cains. C'est un gigantesque mouvement qui a atteint un niveau qualitatif très différent d'il y a quelques années. (...)

Il ne nous ont pas vaincus. Peu à peu, pas à pas, nous déjouons les manœuvres de l'impérialisme sur le plan politique et sur le plan militaire. Et dans cette guerre, c'est nous qui prenons le dessus.

Je ne prétends pas que nous gagnons la guerre en ce moment même, loin de là. Ce que je veux dire, c'est que la dynamique de cette guerre, telle qu'elle se développe, crée des conditions chaque fois plus favorables pour faire basculer à un moment déterminé le rapport des forces en faveur de celles du peuple, sur le plan politique et militaire. De cela nous en sommes certains. D'où l'exaspération de Reagan. (...)

Salvador Cayetano Carpio
extraits de *La lutte des classes,*
moteur de la guerre populaire
de libération, Edition Enero 82,
Mexico, décembre 1982.

Dans une zone contrôlée par les FPL. (DR)



La répression contre le Toudeh marque une nouvelle étape de l'évolution du régime

DEVANT l'imam Khomeyni, le guide de la révolution et le fondateur de la République islamique, je vais essayer aujourd'hui de demander pardon. Et honteusement, face à lui, expliquer les infractions de notre parti durant quatre années d'activité en République islamique ».

C'est ainsi qu'ont commencé les « aveux » télévisés de Nouredine Kianouri, secrétaire général du Parti communiste iranien, le parti Toudeh. Et celui-ci poursuivait : « Nous n'avons pas pu nous libérer de notre dépendance à l'égard de l'étranger et nos activités politiques sont devenues des activités d'espionnage et de trahison contre la République islamique. »

Au cours de cette séance « d'autocritique et d'aveux », Nouredine Kianouri a expliqué que le Toudeh « envoyait des rapports politiques et militaires à l'URSS et que son parti avait tenté d'infiltrer les sphères de l'Etat iranien (1) ».

Il n'est pas nécessaire d'épiloguer longtemps sur la valeur intrinsèque de tels « aveux ». Dans l'*Humanité*, le quotidien du Parti communiste français, la direction extérieure du Toudeh les expliquait par l'usage de drogues et de stupéfiants, ou par

les terribles pressions morales, voire physiques, auxquelles sont soumis les accusés (2). On rapporte qu'une ancienne collaboratrice de Bani Sadr, l'ex-président de la République, limogé en 1981, n'a « avoué » qu'après qu'on ait commencé à fusiller en sa présence, pour la faire céder, un groupe de jeunes prisonniers sympathisants des Moudjahidin du peuple. Il faut toutefois signaler qu'à l'époque, lorsqu'il s'agissait des amis de Bani Sadr ou d'un aventurier comme Sadegh Ghobdzadeh, les communistes iraniens avaient bruyamment applaudi et utilisé à leurs fins politiques propres ces remakes made in Teheran des farces judiciaires des procès de Moscou ou de Prague.

Aujourd'hui, ce sont un millier de membres du Toudeh qui ont été arrêtés. Et le chef des Gardiens de la révolution, Mohsen Rezai, déclarait récemment à propos de la possible exécution de certains d'entre eux : « Nous ne sommes pas pressés de les exécuter, ils ont encore beaucoup à confesser. Mais par leurs confessions, ils ont signé l'ordre de leur propre exécution. » (*Le Monde*, 12 mai 1983).

Michel ROVERE

C'est le 6 février dernier qu'une première rafle a touché les cercles dirigeants du PC iranien. Trente membres dirigeants étaient arrêtés pour « espionnage au profit de l'URSS ». Parmi eux, outre Kianouri, figuraient des dirigeants comme Mohammad Ali Amaoui, Taghi Kaymanech, chargé des finances du parti, Abou Torah Bagherzadeh, Chaltouki, Zolghard, Harzi, ainsi qu'Ehsan Tabari, membre du Bureau politique, philosophe et historien internationalement connu, surnommé par ses camarades « l'Encyclopédie ».

Le fondateur de l'Union des écrivains iraniens, Behazine, dirigeant du fantomatique Parti de l'union démocratique (une organisation satellite du Toudeh) compte aussi parmi les personnalités arrêtées.

Selon nos informations, la vague de répression frappe également l'organisation des Fedayin « majoritaires » aksariyat, une scission de l'organisation des Fedayin du peuple, qui s'était rapprochée du parti Toudeh depuis deux ans sur la base d'une analyse commune du caractère « anti-impérialiste » du régime de l'ayatollah Khomeyni.

Lors de cette première vague de répression, où certains dirigeants du Toudeh avaient échappé à l'arrestation, les pasdaran (gardiens de la Révolution) avaient pris leurs femmes ou leurs familles en otage, selon une procédure qui, là encore, a été inaugurée par le régime contre les groupes d'extrême gauche ou les Moudjahidin du peuple.

Trois jours après les « aveux » télévisés du secrétaire général du Toudeh, le procureur général Tabrizi annonçait la

dissolution officielle du parti Toudeh (3). Dans la foulée, dix-huit diplomates soviétiques en poste à Téhéran ou dans les consulats de province étaient expulsés.

Les militants du Parti communiste iranien étaient alors officiellement invités à aller se faire enregistrer auprès des autorités islamiques, « munis de deux photocopies de leur carte d'identité et de deux photos, pour y remplir des formulaires (4) », sous peine des châtiments les plus terribles. Une semaine après, une nouvelle vague de répression aboutissait à l'arrestation d'un millier de militants et de sympathisants du Toudeh dans l'ensemble du pays. Le pire est à craindre sur le sort qui attend l'ensemble des militants arrêtés, les aveux télévisés n'étant souvent que le prélude à des parodies de jugement, suivies immédiatement d'exécutions capitales.

UNE VICTOIRE DE L'AILE « HODJATIEH »

La répression qui s'abat sur le Toudeh marque une nouvelle étape dans l'évolution droitière du régime de la République islamique. Elle rend compte des modifications intervenues dans les luttes d'influence entre les diverses fractions du régime à propos de la politique économique et sociale mise en œuvre dans le pays, ou à propos de la politique étrangère de Téhéran.

L'ampleur de la répression contre le Toudeh a été un enjeu de la lutte entre les diverses cliques existant au sein du régime islamique. Pour schématiser, on peut distinguer deux grandes tendances. Celle dite du « clergé militant » ou des parti-

sans de « la ligne de l'Imam » (du nom que s'étaient donnés les étudiants qui avaient occupé l'ambassade américaine en novembre 1979 à Téhéran). Elle s'oppose à la tendance connue sous le nom d'*hoddjatieh*, qui comprend les représentants les plus traditionnels, les plus intégristes du clergé, qui s'appuient sur le Bazar enrichi par la révolution et sur certains courants technocratiques influents dans les ministères de l'Industrie, du Commerce extérieur ou du Travail.

Le premier courant, soucieux de la dégradation de l'image sociale du régime, du rétrécissement de sa base sociale du fait de la prolongation de la guerre avec l'Irak et des effets de la répression, était partisan d'un certain nombre de mesures économiques et sociales susceptibles de préserver l'image populiste du régime et de s'assurer, dans certaines couches plébéiennes, un appui fondé souvent sur la redistribution des prébendes de l'Etat à travers le réseau de la Fondation des déshérités et d'autres comités. Il avait

1. *Le Monde*, 3 mai 1983.

2. La déclaration du comité central du Toudeh, publiée dans l'*Humanité* du 3 mai 1983, précise que les « aveux » de Kianouri ont été extorqués par des « tortures physiques et psychologiques » pratiquées par « les ennemis de l'indépendance, de la liberté et de la justice sociale », qui se vengent sous l'égide de l'« impérialisme américain » de « la principale force luttant pour l'indépendance et la liberté du pays que constitue le parti Toudeh d'Iran ».

3. L'imam Khomeyni devait s'en féliciter en ces termes : « Dieu, nous te remercions de tes faveurs. Nos jeunes soldats anonymes ont arrêté les dirigeants du parti Toudeh, qui avaient des activités hypocrites pour renverser l'islam. Ce miracle n'a eu lieu qu'avec l'aide d'Allah. » (*Le Monde*, 6 mai 1983).

4. *Le Monde*, 6 mai 1983.

insisté pour que le commerce extérieur soit nationalisé, pour qu'une nouvelle redistribution des terres ait lieu dans les campagnes, et pour que dans les villes les biens des *taghoutis*, les grands bourgeois et les profiteurs du régime du chah en exil, soient confisqués.

Sur tous ces points, ils ont été mis en minorité au Parlement et dans les sphères de direction de la République islamique par les partisans les plus fondamentalistes, les *hodjatieh*. Ceux-ci ont su utiliser la prolongation de la guerre avec l'Irak, la nécessité d'assurer coûte que coûte l'approvisionnement du pays, aussi bien en matériel militaire qu'en produits de première nécessité, pour faire valoir la carte du « réalisme », c'est-à-dire de la réouverture de l'Iran aux exportations de grandes puissances impérialistes comme le Japon, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne, et même, dans une certaine mesure, les Etats-Unis. Les rubriques financières spécialisées des grands quotidiens économiques internationaux se remplissent à nouveau d'échos sur la négociation de contrats fructueux avec l'Iran, et Téhéran redevient une escale privilégiée pour les hommes d'affaires en quête de marchés avantageux. Ce processus d'ouverture à l'Ouest va très loin, puisque deux des pays contactés pour entretenir des relations économiques privilégiées avec le régime de Téhéran ne sont autre que ses ex-partenaires du CENTO (Central Treaty Organization, équivalent de l'OTAN en Asie centrale), à savoir le Pakistan et la Turquie.

Au cours d'un récent voyage à Ankara, le ministre iranien de l'Industrie

lourde, Nabavi, l'une des têtes pensantes du groupe *hodjatieh*, a signé un accord prévoyant que les exportations turques vers l'Iran, d'un montant de 12 millions de dollars par an sous le chah, passeraient à 2 milliards de dollars ! En échange, les deux gouvernements ont convenu de coopérer pour la répression conjointe du mouvement kurde...

Par ailleurs, le ministre iranien du Commerce extérieur, Asghar Oladi, aurait rencontré récemment en Algérie des responsables de l'administration américaine. Au cours du dernier trimestre 1983, l'administration américaine a accordé treize autorisations d'exportation pour du matériel précédemment mis sous embargo, notamment du matériel électronique. Les exportations américaines ont atteint 200 millions de dollars l'année dernière, un chiffre qui ne prend pas en compte les produits exportés via un pays tiers ou à partir des filiales des compagnies US en Europe.

Sur le plan intérieur, on a appris dernièrement que la Fondation des déshérités, qui gérât l'ensemble des avoirs de l'ex-Fondation Pahlavi ainsi que les biens confisqués aux partisans de l'ancien régime, envisageait de rétrocéder à certains de leurs anciens propriétaires deux mille titres de propriété. Le 20 janvier dernier, le ministre de l'Industrie légère, Hashemi, expliquait que l'Etat était disposé à remettre certaines des entreprises nationalisées aux mains d'entrepreneurs privés. Ce n'est donc pas un hasard si, malgré la faible implantation ouvrière du Toudeh et la politique de suivisme absolu qu'il a observée à l'égard du régime, on peut lire

dans l'acte d'accusation dressé contre le Toudeh que celui-ci s'est rendu coupable « de favoriser l'agitation ouvrière et de fomenter des troubles sociaux dans les usines ».

Enfin, on ne doit pas sous-estimer non plus comment l'évolution de la politique de l'URSS dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, a servi d'argument aux fondamentalistes pour isoler et frapper un parti pour lequel le soutien indéfectible à l'URSS et à sa diplomatie était une donnée programmatique essentielle. On a ainsi noté comment, au cours des derniers mois, le parti Toudeh s'était montré favorable à la fin des combats, et s'était même opposé aux plans du régime prévoyant que la guerre ne s'arrêterait pas à la libération des territoires iraniens occupés par les troupes de Bagdad, mais se poursuivrait en territoire irakien jusqu'à la chute du régime de Saddam Hussein et l'instauration d'une république islamique en Irak.

UNE ORIENTATION QUI CONDUIT A LA FAILLITE

La répression qui s'abat sur le Toudeh est ainsi révélatrice de l'évolution du rapport de force entre les différentes cliques du pouvoir (5). Mais elle marque également la faillite définitive et tragique de la ligne politique d'appui inconditionnel à Khomeyni, que ce parti a maintenue sans sourciller depuis quatre ans. Et plus qu'aucun autre, Nourredine Kianouri a incarné cette orientation.

C'est lui qui fut propulsé directement à la tête de la direction du Toudeh en exil, peu avant le retour de Khomeyni en Iran, pour remplacer Iradj Eskanderi et des dirigeants jugés trop critiques à l'égard de l'Imam.

Ce mini-putsch n'a pu se faire qu'avec l'aval des dirigeants du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), auxquels Kianouri est lié de longue date, sans doute plus que tout autre membre de la direction du Toudeh. Il est le petit-fils de l'ayatollah Nouri, ce fondamentaliste islamique pendu en 1905 en plein centre de Téhéran par les révolutionnaires constitutionnels perses, lorsque la haute hiérarchie chiite faisait déjà bloc avec la monarchie contre le mouvement républicain. L'ayatollah Nouri fut l'un des maîtres à penser de l'ayatollah Khomeyni et de tout le courant le plus intégriste du clergé chiite iranien.

Au cours des interminables luttes d'influence à la tête du parti Toudeh, Nourredine Kianouri, chargé des questions d'organisation et de l'appareil militaire du parti (qui comprit jusqu'à 600 officiers de l'armée impériale du temps de Mossadegh, en 1950), était directement lié au groupe dirigeant du PC d'Azerbaïdjan soviétique d'Aliev et de Bagherov. Bagherov, qui fut le mentor de Béria et lui permit d'accéder

Le Toudeh, la répression et l'imam Khomeyni

Le quotidien français le Monde, du 22 avril 1983, a interrogé un membre du comité central du Toudeh, Mohamed Ahmadi, de passage à Paris, après l'arrestation de Nourredine Kianouri. Nous publions ci-dessous les réponses qu'il fit à deux des questions du journaliste français.

— On vous accuse également d'être alignés sur la politique soviétique.

— Nous ne sommes pas opposés au mot d'ordre de l'imam « ni Est ni Ouest », et nous l'interprétons comme une volonté de maintenir l'indépendance de décision du pays. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas distinguer nos ennemis de nos amis, ceux qui complotent contre la révolution et ceux qui, comme les Soviétiques, l'ont toujours soutenue. Celui qui refuse d'admettre cette distinction met en application, qu'il le veuille ou non, la politique d'équilibre négatif suivie dans les années 1950 par Mossadegh.

— Comment conciliez-vous le marxisme et la religion islamique ?

— Nous établissons une nette distinction entre les religieux de droite opposés à la révolution et l'islam révolutionnaire. Avec ce dernier, nous avons des divergences qui, à notre avis, ne sont pas fondamentales, mais nous avons également et surtout des convergences essentielles sur les problèmes concernant l'avenir du régime. Nous estimons que la coexistence avec l'islam révolutionnaire est possible et peut durer de nombreuses années. Il est possible d'arriver à un accord sur un programme minimum, précisément sur les principes formulés par la Constitution islamique. Il est vrai que celle-ci comporte bien des faiblesses et des lacunes, mais nous l'acceptons telle quelle, et nous ne demandons pas son abrogation. Nos adversaires, les religieux intégristes, les partisans d'une politique de droite et ceux qu'on appelle les *hodjatieh* (groupe de pression parlementaire anticommuniste), en revanche, la mettent en question sous prétexte qu'elle n'est pas conforme à l'islam, alors qu'elle a été élaborée par une assemblée de dignitaires religieux respectés.

5. Sur l'analyse de la trajectoire de la révolution iranienne, voir le dossier publié dans *Inprecor*, numéro 145, 14 mars 1983, « La révolution iranienne quatre ans après l'insurrection », André Duret.

aux plus hautes instances de l'appareil policier du stalinisme, resta jusqu'au bout l'homme de confiance de Staline pour tout ce qui touchait à l'Iran et au mouvement communiste dans ce pays (Bagherov fut l'un des rares dirigeants du PCUS à être fusillé après la mort de Staline et l'exécution de Bériia, accusé d'avoir fait assassiner 25 000 communistes azerbaïdjanais lors des purges stalinienne...)

Comme il est de tradition dans le mouvement stalinien international, la fidélité inconditionnelle de Kianouri au PCUS est directement proportionnelle à tous les mauvais coups qu'il a accompli pour ses mentors, y compris, parfois dans le dos d'une partie de la direction du Toudeh. Ce fut le cas lorsqu'il prit contact avec des émissaires du chah pour contrecarrer la politique de Mossadegh, dont le « neutralisme négatif » (« Ni l'Est ni l'Ouest ») était considéré par les dirigeants soviétiques comme contraire à leurs intérêts dans la région (6).

Kianouri incarne, après février 1979, la ligne de soutien inconditionnel au nouveau régime. En novembre 1981, au moment de la vague de répression contre l'extrême gauche et les Moudjahidin, Kianouri expliquait : « *Le XVI^e plénum du CC tenu en mars 1979 a confirmé la ligne du bureau politique d'accorder un soutien total à la politique populaire anti-impérialiste de l'imam Khomeyni, dirigeant de la révolution iranienne. Ayant fait ses preuves au cours des trois dernières années écoulées depuis le renversement du régime du chah, cette politique garde toute sa valeur.* »

Kianouri reconnaissait bien l'existence de courants anticomunistes au sein du clergé chiite mais, pour lui, la tâche du Toudeh consistait à soutenir l'aile « révolutionnaire », les partisans de la « ligne de l'Imam » : « *Au sein des milieux dirigeants et, d'une façon générale, parmi ceux qui se déclarent partisans de la ligne de l'imam Khomeyni, deux courants se distinguent : le premier, révolutionnaire, appelle à transformer radicalement le régime socio-économique au bénéfice des déshérités, et prend position pour limiter les biens particuliers et tirer profit du capital. Le second courant, réactionnaire, se prononce pour le capitalisme, la propriété privée, l'exploitation non limitée et voudrait maintenir le régime socio-économique existant. Il est connu que les partisans de cette seconde tendance disposent de positions solides dans l'appareil d'Etat et dans les milieux religieux (...).* » Et il proposait, pour combattre cette tendance, « *la formation d'un front national uni qui s'appuiera essentiellement sur la coopération et l'unité d'action des combattants musulmans, partisans de la ligne de l'imam Khomeyni et des tenants authentiques du socialisme scientifique.* » (7)

TOUJOURS LA VOIE NON-CAPITALISTE DE DÉVELOPPEMENT

Toute cette analyse du gouvernement « anti-impérialiste » de Khomeyni se situe dans le droit fil de la « théorie de la voie non-capitaliste de développe-

ment », nouvelle version de la conception stalinienne de la révolution par étapes, appliquée au monde colonial et semi-colonial à l'époque de la décolonisation. Cette formulation fut élaborée et adoptée dans le programme du PCUS en 1960, puis actualisée lors des deux conférences internationales des PC, celle de 1961 et celle de 1969. On la retrouve dans la version du programme du Toudeh élaborée en 1975, sous la forme suivante : « *Par conséquent, la voie de développement que notre parti estime juste pour la société iranienne est l'orientation socialiste, qui n'est pas encore l'instauration du socialisme, mais la préparation des conditions nécessaires pour le passage à une société socialiste.* » (8)

Ailleurs, cette politique justifia le soutien du PC irakien au parti nationaliste Baas au pouvoir à Bagdad jusqu'à ce que ce dernier se retourne contre les communistes irakiens ; elle justifia également la politique du PC indonésien (PKI) qui, avec 3 millions de membres, était le principal PC existant dans un pays capitaliste. Là aussi, le soutien au Nasakom, le front national regroupant les nationalistes de Soekarno (alors président de la République), le PKI et les musulmans qui furent ensuite à l'avant-garde de la terreur anticomuniste en 1965, était justifié par l'existence de deux lignes au sein des forces nationalistes bourgeoises : « *A présent, le pouvoir d'Etat en République indonésienne comprend deux tendances antagonistes, l'une représentant les intérêts du peuple et l'autre les intérêts des ennemis du peuple. Le côté soutenant le peuple se renforçant tous les jours, le gouvernement de la République indonésienne est à même d'adopter des mesures révolutionnaires anti-impérialistes.* » (D. N. Aidit, secrétaire général du PKI en 1965 !)

En Indonésie, les communistes du PKI approuvèrent les atteintes aux libertés démocratiques du régime Soekarno sous prétexte de la priorité à la lutte contre l'impérialisme. Le résultat fut la plus terrible défaite connue par le mouvement ouvrier dans le monde colonial et semi-colonial dans l'après-guerre, qui vit le massacre de plusieurs centaines de milliers de communistes.

Et avant l'Indonésie, il y avait eu la Chine et l'appui apporté par la direction du PC chinois, sur les ordres de Staline, à l'aile « progressiste » du Kuomintang lors de la révolution de 1926-1927. Là encore, on avait distingué un Kuomintang de droite pour mieux soutenir Chiang Kai-shek, et un Kuomintang de gauche, quand Chiang Kai-shek avait jeté bas le masque de l'« anti-impérialisme »...

Pourtant, lorsque les masses d'une nation semi-coloniale se lancent à l'assaut d'une dictature honnie soutenue par l'impérialisme et l'abattent, lorsqu'elles cherchent à mettre à profit le déclenchement de cette révolution, non seulement pour en finir avec la tyrannie et la tutelle impérialiste, mais aussi pour modifier de fond en comble leurs propres conditions de vie et de travail, la contradiction principale n'est pas celle qui oppose l'aile « pro-

gressiste » de la bourgeoisie à telle autre plus conservatrice ou plus liée à l'impérialisme. La vraie contradiction est celle qui oppose le mouvement des masses travailleuses des villes et des campagnes, décidées à en finir avec l'exploitation et l'oppression, à ceux qui défendent la propriété privée et son dernier rempart, l'Etat bourgeois.

C'est Lénine lui-même qui avait demandé de rajouter aux thèses sur la question coloniale et nationale, lors du II^e Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920, le passage suivant : « *Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui se séparent chaque jour de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois. L'autre est celui des ouvriers et des paysans ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendants dans les masses ouvrières des colonies.* » (10) Ces lignes gardent tout leur intérêt au moment où, après les arrestations de membres du Toudeh et de Kianouri, un dirigeant du PC iranien de passage à Paris explique froidement : « *Même après l'arrestation de nos dirigeants, notre politique d'appui à la révolution n'a pas changé.* » (Voir encart.)

Si nous condamnons sans appel la politique et l'action passée du Toudeh, qui a activement participé à l'isolement et même à la répression directe du mouvement kurde et des forces révolutionnaires et progressistes iraniennes, il ne doit cependant pas y avoir la moindre ambiguïté sur le fait que la IV^e Internationale et toutes ses sections condamnent ces nouvelles mesures répressives du régime de Téhéran et exigent la libération immédiate de tous les opposants de gauche, membres et sympathisants des Moudjahidin, des organisations révolutionnaires, du mouvement des minorités nationales et, aujourd'hui, des tudeis victimes de la répression khomeyniste.

Michel ROVERE
12 mai 1983.

6. Voir la déclaration du docteur Kechavarz, membre du bureau politique du Toudeh, à Charock Vaziri en 1977, dans *Le pétrole et le pouvoir en Iran*, Edition Piantanida, Lausanne, 1978.

7. La nouvelle revue internationale, Moscou, novembre 1981. Les « tenants du socialisme scientifique » désignent ici le Toudeh et les Fedayin aksariat.

8. Programme du Toudeh, approuvé par le comité central en 1975, Paris, 1977.

9. Le Parti communiste indonésien (PKI) avait pourtant pris une position pro-chinoise dans le conflit sino-soviétique. En fait, les dirigeants chinois eux-mêmes ne remirent pas en cause, jusqu'au milieu des années 1960, cette théorie de la voie non-capitaliste de développement.

10. Texte complet des Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, original, juin 1934, reproduit en fac-similé par les éditions françois Maspéro, Paris, 1969.

ISLANDE

Au bord du volcan!

L'inflation en spirale et la dette croissante de l'Islande ont suscité pour les élections législatives du 23 avril 1983 au « plus vieux Parlement du monde » un intérêt international plus important que d'ordinaire.

L'inflation a toujours été un problème chronique de l'économie islandaise. Mais elle approche aujourd'hui les 70 % par an. La dette extérieure équivaut à la moitié de l'ensemble du revenu national.

Le gouvernement, au pouvoir depuis quelques années, comprend l'un des principaux partis ouvriers, l'Althydhubandalag (Alliance populaire, parti marqué dans ses origines par des éléments staliniens). Mais la droite a progressé lors des élections municipales de 1982.

Dans son numéro du 16 avril dernier, la revue anglaise *The Economist* tirait la sonnette d'alarme au vu de la situation islandaise : « *Le pays glisse toujours plus profondément dans l'endettement, les électeurs sont invités à participer à ce qui ressemble à une danse paresseuse au bord d'un volcan.* »

Le Fylking Byltingarsinnadhra Kommunisti (FBK, Ligue communiste révolutionnaire, section islandaise de la IVe Internationale) a appelé à voter pour les partis ouvriers. Dans l'éditorial du numéro de mars de *Neisti*, organe du FBK, nos camarades déclaraient : « *A Reykjavik (la capitale) la Fylking votera pour l'Alliance populaire et invite ses sympathisants à faire de même. Dans d'autres endroits, nous ne pensons pas qu'il y ait suffisamment de raisons pour que les gens qui ont voté dans le passé pour un parti ouvrier votent différemment aujourd'hui.* »

Lors d'élections législatives précédentes, dans les années 1970, la FBK avait présenté des candidats. Cette fois-ci, elle a décidé de ne pas le faire. *Neisti* expliquait ainsi cette décision :

« *Dans les années passées, il existait un soi-disant mouvement de gauche. Il s'agissait d'abord et avant tout d'étudiants radicalisés et d'intellectuels qui avaient été entraînés dans les luttes radicales de la période 1967-1973, période au cours de laquelle sont apparus le mouvement pour le Vietnam, le mouvement de la paix, le mouvement féministe radical, les groupes maoïstes et la FBK elle-même...* »

« *Ce mouvement est maintenant dispersé et beaucoup de ses membres, qui n'ont pas rejoint la FBK, cherchent aujourd'hui d'autres solutions, du côté de l'Alliance populaire, du Parti des femmes (Kvennaframbody) ou du populisme. Il n'y a pas eu d'autre mouvement étudiant qui ait entraîné les gens dans les luttes politiques.* »

« *Cette évolution de la situation a affaibli la FBK, car elle était partie intégrante du mouvement et s'efforçait de s'y lier le plus possible. (...).* »

« *Mais lors de notre dernier congrès, nous avons décidé de faire face à cette évolution en nous détournant de cet ancien mouvement de la gauche et de construire notre organisation dans le mouvement ouvrier et parmi les jeunes lycéens et étudiants non touchés par les préjugés et le désenchantement de l'ancienne gauche. Tels sont les changements et l'axe de construction que la FBK doit adopter dans la période qui s'ouvre. C'est ce travail qui pourra le mieux aider la FBK à participer à de futures élections.* » ■

SUISSE

Le PSO et l'initiative socialiste sur les crédits militaires

A la fin de l'année 1981, le Parti socialiste suisse (PSS), refusant toute proposition d'unité d'action sur la question, lançait tout seul une initiative pour le droit à un référendum sur les crédits militaires. La collecte de 100 000 signatures était nécessaire pour que le référendum populaire ait lieu, lequel, suivant les résultats, pourrait amener à une modification de la législation en vigueur sur l'adoption des crédits militaires.

Une année après son lancement, l'initiative du PSS n'avait toutefois pas encore rencontré le succès escompté. Aussi, le Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IVe Internationale, qui, dès le début, s'était prononcé pour une action unitaire autour de cette initiative, s'adressait en octobre 1982 à la direction du PSS, arguant à ce propos que « *l'initiative demandant l'introduction du droit de référendum facultatif sur les crédits militaires, outre son objectif d'extension des droits démocratiques a aussi un contenu socio-politique : non aux programmes d'armement, oui aux programmes sociaux* ». Et ceci est d'autant plus vrai dans le contexte actuel où les acquis sociaux de la population suisse subissent une attaque d'envergure de la part de la bourgeoisie.

A l'époque, la direction du PSS refusait l'appui du PSO en déclarant : « *Le Comité directeur a décidé à l'unanimité de ne pas accepter votre offre, qui vous permettrait d'occuper partiellement le terrain de l'initiative. Le PSS conduira seul l'initiative au succès et il est disposé à accepter une aide de "façon ouverte et sans manœuvre", à condition qu'elle soit apportée sans préconditions politiques.* » (La Brèche, organe du PSO, 6 novembre 1982). Le président du PSS, Helmut Hubacher, affirmait par ailleurs que la position du PSO « *se fonde soit sur un excès de zèle impatient, soit sur une tactique d'unité perpétuellement obtuse* ». On ne pouvait guère attendre d'autres réactions de la part d'un Comité directeur qui s'était vu imposer l'idée même de cette initiative sur les crédits militaires par son propre congrès quelques années auparavant. Néanmoins, le sectarisme de la direction du PSS devait reculer, en dépit de ses proclamations triomphalistes initiales, devant les difficultés à obtenir les 100 000 signatures nécessaires, et devant les aspirations à l'unité d'action qui s'exprimaient jusqu'au sein du Parti socialiste suisse. La direction du PSS ayant finalement accepté l'apport des signatures collectées par le PSO, l'initiative sur les crédits militaires, qui courait à l'échec il y a seulement six mois, se trouve aujourd'hui assurée d'être proposée au vote du peuple suisse. En effet, aux 80 000 signatures obtenues par le PSS doivent s'ajouter les 32 000 signatures collectées par le PSO et les 4 000 du comité de soutien. Comme l'écrit la Brèche du 23 avril dernier, « *le PSS et le PSO vont donc déposer l'initiative ensemble, ce qui est la démonstration pratique de l'utilité et de la nécessité d'une action commune des organisations ouvrières* ».

Les dirigeants du PSS se trouvent désormais en difficulté pour justifier leur attitude antérieure et leur revirement actuel. Le Secrétaire central du PSS, Andreas Lutz, a ainsi reconnu que « *telles que les choses se présentent aujourd'hui, nous n'aurions vraisemblablement pas pu collecter seuls les signatures* ». Et il avoue que la direction du PSS avait refusé l'unité d'action « *essentiellement pour des raisons internes* », car « *si nous avions simplement accepté l'offre les bras ouverts, cela aurait eu un effet démobilisateur sur nos propres membres...* » Pour les milieux conservateurs du PS dans les cantons de Berne, d'Argovie et de Soleure, une collaboration de toutes les forces aurait été inacceptable » (interview au quotidien de Zürich, *Tagesanzeiger*, 12 avril 1983).

Toutefois, ce retournement du PSS ne traduit nullement une évolution fondamentale de sa direction sur la question de l'armée. Si son Secrétaire central

reconnaît que, « selon les résultats des sondages d'opinion, les gens sont d'avis que l'on pourrait faire des économies en premier lieu dans le domaine de l'armée », il ne se prononce pas pour autant pour une opposition aux crédits d'armement par exemple. Cela laisse donc encore des marges de manœuvre aux forces bourgeoises pour faire pression sur le PSS afin qu'il maintienne son orientation de collaboration de classe avec les formations bourgeoises, sur ce terrain comme sur d'autres. ■

AFRIQUE DU SUD

Nouvelle étape dans l'unité syndicale

Les 9 et 10 avril derniers s'est tenu à Athlone, au Cap, un nouveau sommet réunissant les principaux syndicats indépendants des travailleurs noirs d'Afrique du Sud. La première conférence unitaire syndicale s'était tenue à Langa, en août 1981 (voir *Inprecor*, numéro 125, 3 mai 1982). La réunion de Athlone, convoquée par le GWU, a permis de jeter les bases d'une nouvelle fédération indépendante. Sept syndicats en sont partie prenante : FOSATU, GWU, FCWU, AFCWU, CCWUSA, CMWU et SAAWU. Certains sont enregistrés, d'autres ont refusé cette procédure. L'enregistrement officiel met de nombreuses conditions à la reconnaissance légale des syndicats. Cette procédure est donc l'objet d'un vif débat dans le mouvement syndical. Ceci explique le refus du MACWUSA de se joindre à la réunion d'Athlone et son appel à la formation d'une fédération excluant les syndicats enregistrés. Par ailleurs, trois autres syndicats, CUSA, OVGWU et MGWUSA ont déclaré ne pouvoir se prononcer sur la possibilité d'une nouvelle fédération puisqu'ils n'avaient pas reçu mandat de le faire. Les sept syndicats unitaires ont mis sur pied un comité chargé de superviser le processus de construction de la fédération et regroupant des représentants de chacun d'entre eux.

FOSATU, les deux FCWU et GWU, qui, avec CUSA et CCWUSA, représentent, selon le journal sud-africain *Rand Daily Mail* du 22 mars 1983, 90 % des adhérents des syndicats indépendants, avaient déjà resserré les liens entre eux depuis un précédent sommet d'avril 1982. Lors de ce dernier, deux pôles s'étaient découpés : le leur et un autre, autour de MACWUSA et SAAWU. Il semble donc que la pression unitaire, et peut-être la crainte de se retrouver marginalisé, ait poussé le SAAWU, affaibli par une répression harassante, à rejoindre le pôle le plus puissant. MACWUSA quant à lui apparaît comme irréductiblement opposé à FOSATU et les communiqués de presse des deux rivaux ne laisse pas entrevoir de perspective de rapprochement à court terme.

Rendu encore plus nécessaire par la récession économique qui a touché

l'Afrique du Sud depuis environ un an et demi, le rapprochement entre les syndicats du pôle unitaire s'était déjà traduit dans la pratique par l'annonce faite par le GWU de son intention de ne pas chercher à concurrencer notamment les syndicats de FOSATU dans les branches où ces derniers étaient implantés. Plus parlant encore est la réunion qualifiée d'« historique » par le MAWU entre ses délégués et ceux du GWU à l'échelle du groupe industriel géant Dorbyl, les 13 et 14 mars, afin de définir une position commune dans les négociations sur les indemnités de licenciement.

L'unité concrétisée au sommet d'Athlone vers une nouvelle fédération n'a donc rien d'un simple accord au sommet ou d'un pacte de non-agression, mais repose bel et bien sur la volonté de mettre en œuvre une unité disciplinée. La future fédération constituera un progrès considérable de l'unité des forces syndicales, elle pèsera d'un poids politique énorme en tant qu'organisation de masse des travailleurs noirs.

FOSATU (Federation of South African Trade Unions) : le plus important des regroupements avec environ 100 000 adhérents. Parmi ses principaux syndicats, le MAWU (métallurgie) et le NAAWU (automobile).

GWU (General Workers Union) : implanté notamment chez les dockers.

FCWU et AFCWU (Food and Canning et African Food & Canning Workers Union) : syndicats jumeaux dans l'alimentation et la conserverie.

CCWUSA (Commercial & Catering Workers Union of South Africa) : commerce.

CMWU (Cape Municipal Workers Union) : employés municipaux du Cap.

SAAWU (South African Allied Workers Union) : général.

CUSA (Council of Unions of South Africa) : fédération implantée dans la confection, l'alimentation et, récemment, dans les mines.

MACWUSA (Motor Assemblers & Component Workers Union of South Africa) : rival du NAAWU.

OVGWU (Orange Vaal general Workers Union) : provincial.

MGWUSA (Municipal General Workers Union of South Africa) : ex-Black Municipal Workers Union, lié au mouvement de la Conscience noire. ■

FEMMES

La conférence de Turin sur les femmes et le travail

Plus de 650 femmes ont participé à la première rencontre internationale de femmes, à Turin (Italie), les 23, 24 et 25 avril 1983, sur le thème : « Production et reproduction : les femmes et le travail dans les pays industrialisés. » (Voir *Inprecor*, numéro 144, 28 février 1983.)

Organisée par le mouvement des femmes de Turin, des collectifs féministes, la Commission intersyndicale des femmes (*Intercategoriale*) et l'Union des femmes italiennes (UDI), cette rencontre a connu un énorme succès.

Les commissions organisées durant la rencontre couvraient à peu près toute l'étendue de ce que peuvent impliquer les rapports des femmes avec le travail. On y

a débattu des femmes salariées, des femmes qui travaillent à leur propre compte, du travail domestique, des nouvelles technologies, des services sociaux, des rapports famille/travail, de l'identité sexuelle et personnelle, de la culture et de l'industrie de la culture, des femmes dans la vie politique, du sexisme au travail et dans la politique.

« J'en ai assez de me battre contre tout, je veux lutter pour quelque chose », s'est exclamée une femme, exprimant par là, semble-t-il, l'opinion de la majorité des femmes présentes et l'une des raisons d'être de la conférence de Turin.

Les propositions émanant des commissions comprennent la création et la diffusion régulière d'une lettre d'information internationale pour les femmes, la mise sur pied d'une banque d'informations sur ordinateur à Londres, d'un centre de documentation à Turin, et d'une agence de presse spécifique.

La proposition d'action la plus concrète est venue de la délégation de Belgique, rassemblée sous le slogan « Les femmes contre la crise ». Elles ont proposé, en effet, d'instituer à Bruxelles un Tribunal international contre les politiques discriminatoires à l'égard des femmes. Sa première session aurait lieu le 8 mars 1984 et serait suivie, vraisemblablement à l'automne 1984, par une manifestation à l'échelle européenne centrée sur les revendications spécifiques des femmes et sur leurs problèmes particuliers face à la crise. A en juger par le nombre d'inscriptions sur leur fichier, cela représentait bien le genre d'action dont les femmes ont le plus besoin.

Une lettre de solidarité a été envoyée aux treize femmes de l'entreprise belge Bekaert Cockerill, licenciées pour s'être opposées à leur patron et à l'appareil syndical, qui voulaient leur imposer le travail à temps partiel. ■

PAYS-BAS

"Rebel" contre la crise et pour le socialisme

L'organisation de jeunesse socialiste révolutionnaire hollandaise Rebel a tenu un congrès les 26 et 27 février 1983. Par un vote majoritaire, il y a été décidé d'établir deux priorités centrales pour l'activité de cette organisation dans la période à venir : d'abord, lutter contre la réduction des salaires et des allocations de chômage pour les jeunes et, ensuite, la mobilisation contre le déploiement de nouveaux missiles aux Pays-Bas.

Pendant le congrès, un meeting public s'est tenu, sous le mot d'ordre « Rebel contre la crise et pour le socialisme ! », auquel ont participé environ 150 jeunes. Cette réunion publique s'est ouverte avec l'intervention d'un représentant de la lutte du peuple salvadorien. Des orateurs de la Jeune garde socialiste (JGS) belge et de la Jeunesse communiste révo-

lutionnaire (JCR) de France ont également pris la parole.

Le congrès de Rebel a décidé que l'axe central du travail de l'organisation de jeunesse révolutionnaire serait la lutte pour la mobilisation contre le gouvernement bourgeois dirigé par le millionnaire Ruud Lubbers. En effet, depuis le mois de novembre 1982, les Pays-Bas ont un gouvernement de droite, qui a succédé à celui dirigé par le Parti du travail, la formation social-démocrate de Joop den Uyl (voir à ce sujet « Austerité et missiles : une année cruciale pour les travailleurs », dans *Inprecor* numéro 146 du 28 mars 1983).

La résolution finale du congrès déclare : « Dans notre journal, nous devons sans cesse réaffirmer que ce gouvernement doit s'en aller. Par nos actions et nos mobilisations, nous ferons tout pour empêcher qu'il reste au pouvoir jusqu'à la date prévue pour les prochaines élections. »

« Notre alternative au gouvernement Lubbers n'est pas une nouvelle coalition entre les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates, mais un gouvernement des partis ouvriers appuyé sur la lutte du mouvement ouvrier et du mouvement de masse, un gouvernement qui refusera l'installation des missiles. Deux objectifs sont prioritaires pour notre action dans la prochaine période : le premier est d'œuvrer à l'unité, (...) le second est de mettre en avant des propositions anticapitalistes. (...) »

« La meilleure façon d'amener les gens à s'opposer au gouvernement Lubbers est d'organiser des actions contre ce gouvernement, de jouer un rôle actif dans le débat sur les problèmes politiques centraux autour desquels la mobilisation va s'organiser. »

GROENLAND

Les bases US au centre de la campagne électorale

Les élections du 12 avril au Groenland (qui possède le statut de province autonome du Danemark) pour élire le nouveau Parlement local (Landsting) se sont conclues par un match nul entre les deux partis politiques les plus importants, le Sijumut et l'Atassut.

Le Sijumut, parti semi-social-démocrate, qui contrôle le gouvernement régional de cette « province autonome » du Danemark depuis les élections de 1979, a perdu un siège et n'atteint plus aujourd'hui que 42 % des voix. Son concurrent de droite, l'Atassut, a obtenu 46,6 % des suffrages. Les deux partis possèdent un nombre égal de sièges, 12 chacun.

La plus grosse surprise de ces élections fut causée par un « nouveau venu », l'Inuit Ataqatigiit, qui a conquis 2 sièges avec 10,6 % des votes.

L'Inuit Ataqatigiit a pris clairement position contre l'entrée du Groenland dans le Marché commun européen (position qui est partagée par la majorité de la

population du Groenland). Il s'est déclaré en faveur de la rupture avec le Danemark et pour le « démantèlement des bases américaines du Groenland ».

On pense que ce parti a gagné un large pourcentage des 16 % d'électeurs qui votaient pour la première fois et l'ont fait, apparemment, sur une base plus nationaliste que l'ensemble de l'électorat.

En tout, quelque 30 000 Groenlandais ont participé aux élections, c'est-à-dire environ 80 % des inscrits.

Pendant la campagne électorale, il a été révélé que les Etats-Unis entendent moderniser leurs bases de Thulé sur la côte orientale, et cela à l'insu de la population du pays. Les dirigeants du gouvernement local ont déclaré qu'ils ignoraient tout de la chose.

Le président du Landsting, le pasteur Jonatan Motzfeldt, a déclaré à la fin de la campagne électorale qu'il était « condamnable que personne dans le gouvernement local du Groenland n'ait été informé par les Américains ou les Danois ».

Ce sont ces révélations qui auraient accru le soutien au parti Inuit Ataqatigiit, qui, durant la campagne électorale a été celui qui a dénoncé le plus clairement l'influence américaine et les relations économiques et politiques inégalitaires actuellement entretenues avec le Danemark.

Le Sijumut et son dirigeant Jonatan Motzfeldt ont expliqué qu'ils continueraient à gouverner malgré l'absence de majorité absolue. Ils ont refusé les propositions de gouvernement de coalition avec l'Atassut, du moins pour le moment. Il est possible qu'ils soient également poussés à tenter de renégocier les accords commerciaux passés avec le Danemark pour obtenir un partage plus favorable au Groenland.

INTERNASYONAL numéro 2 est paru

Le second numéro de la revue turque *Enternasyonal*, publiée en Europe depuis janvier 1983, vient de paraître (voir *Inprecor*, numéro 142, 31 janvier 1983). Le sommaire montre qu'une large place est accordée aux analyses des marxistes révolutionnaires qui luttent dans le pays. Dans un texte intitulé « L'évaluation de la situation et nos tâches », nos camarades en Turquie exposent leurs analyses politiques sur la situation mondiale, les conséquences des mesures économiques poursuivies depuis 1980 en Turquie, la nature de la période à venir, l'état des mouvements politiques et de la résistance à l'heure actuelle, les tâches du mouvement socialiste.

Ainsi, *Enternasyonal* reflète une continuité politique du mouvement marxiste-révolutionnaire en Turquie. Celle-ci se traduit avant tout par une cohérence politique dans le temps et constitue un pas important dans la fondation d'une tradition politique.

Les autres articles publiés dans ce même numéro abordent les questions suivantes :

— Les résultats du référendum de novembre 1982 sur la Constitution.

— La Constitution et la politique.

— Sur le coup d'Etat militaire du 12 septembre.

— L'ordre et la Constitution.

— L'accord électoral LCR-LO en France.

— Il y a 50 ans, Hitler.

L'ECONOMIE EN QUESTION

● La crise. Dix ans déjà. Mais quelle crise ? De plus en plus, on veut comprendre les mécanismes élémentaires de la vie économique et sociale. Les discours généraux ne suffisent plus à éclairer les blocages du système. Les débats s'accroissent. Vous êtes de ceux qui veulent les comprendre ?

● L'ECONOMIE EN QUESTIONS vous intéresse sûrement :

— des articles concrets sur les débats en cours : politique économique, réduction du temps de travail, chômage ...

— des articles pédagogiques sur les mécanismes du capitalisme contemporain : endettement international, dévaluation ...

— une perspective pluraliste : points de vue de syndicalistes, d'économistes, d'enseignants ...

● Une lecture vivante du capitalisme aujourd'hui pour une réflexion socialiste renouvelée.

Le numéro : 15 francs. Abonnement : 60 francs (étranger : 80 francs).

NOM :

ADRESSE :

Désire : ☐ recevoir un spécimen.

☐ s'abonner.

A retourner à L'ECONOMIE EN QUESTIONS, 83, rue de l'Ourcq, Bât. E1, 75019 Paris.

Seconde Convention européenne pour le désarmement nucléaire

Près de 3 000 personnes ont assisté à la seconde Convention européenne pour le désarmement nucléaire qui s'est tenue à Berlin du 9 au 14 mai. Les trois premiers jours ont consisté en un symposium restreint. La très grande majorité des participants venait d'Europe, avec certaines délégations particulièrement fortes, comme celle de l'Etat espagnol, qui comprenait 400 personnes. Mais on notait aussi la présence de militants des mouvements pacifistes d'Amérique du nord, d'Amérique latine et de bien d'autres pays.

A lui seul, le caractère massif de cette rencontre témoignait de la conscience que la lutte pour la paix ne peut se limiter aux frontières d'un pays, et du besoin pressant de rencontres, de débats et de coordination à l'échelle internationale.

Toutefois, de nombreux participants risquent d'être rentrés chez eux à demi satisfaits, voire carrément déçus par les résultats de cette conférence, dont les objectifs politiques et organisationnels étaient loin d'apparaître clairement. Il suffisait, pour s'en rendre compte, de passer quelques heures dans les groupes de travail où dominaient les prises de parole de « spécialistes », alors que les militants actifs du mouvement de la paix demeuraient trop souvent de simples spectateurs.

Le premier point faible de cette rencontre tenait au refus des membres du comité initiateur (où dominaient les courants les plus droitiers du mouvement anti-guerre) qu'elle ne débouche sur des propositions d'action internationales, le soin étant laissé, à ceux qui le désiraient, de prendre des contacts avec qui leur plaisait.

Le second point faible tenait au peu de poids des représentants du mouvement ouvrier dans les débats. Certes, Tony Topham, secrétaire du regroupement syndical affilié à l'END (Campagne pour le désarmement nucléaire en Europe), s'est félicité du nombre croissant de participants aux groupes de travail syndicaux par rapport à la conférence de l'an dernier à Bruxelles. Il n'en reste pas moins que la préoccupation de la majorité des participants des autres groupes de travail était fort peu centrée sur le lien étroit existant entre la lutte contre la course aux armements et la lutte contre l'austérité, ainsi que sur le caractère décisif de la mobilisation de la masse des travailleurs pour empêcher l'impérialisme de mener à bien ses projets meurtriers.

De même, la faible participation aux forums débattant de la lutte contre la guerre dans le tiers-monde, et plus particulièrement en Amérique centrale, montrait le manque de compréhension de l'enjeu de la lutte des mouvements révolutionnaires au Salvador et au Nicaragua pour le mouvement pacifiste lui-même, et des implications qu'une victoire de l'impérialisme US aurait dans la course aux armements.

Ceci dit, cette conférence, par la richesse des débats, et sa propre tenue, est loin d'être un échec. Elle a permis un approfondissement des débats et des échanges d'expériences dans un certain nombre de groupes de travail, tels ceux sur la reconversion de l'industrie d'armement, sur les armes chimiques et biologiques, ou sur la lutte contre l'implantation de sites nucléaires. Elle a mis en lumière une série de divergences sur la stratégie du mouvement, jetant les bases pour une clarification du débat concernant le mot d'ordre de dénucléarisation de l'Europe. Elle a mis, pour la première fois, au centre des discussions du mouvement anti-guerre à l'Ouest, la question de ses relations avec les mouvements pacifistes à l'Est. Et surtout, malgré la volonté des initiateurs, elle a permis de faire des pas en avant sur le chemin de la coordination internationale du mouvement.

Pour leur part, les militants de la IVE Internationale participant à cette rencontre, dans le cadre de délégations de huit pays européens, ont tenté d'infléchir la discussion des groupes de travail et des forums, afin qu'elle débouche sur des perspectives d'action pouvant être reprises dans tous les pays. Et ils y sont parvenus dans de nombreux cas.

C'est ainsi que se dégagent aujourd'hui un certain nombre d'objectifs pour la réussite desquels les sections de la IVE Internationale doivent engager le meilleur de leurs forces :

- L'élargissement de la coordination européenne (International Peace Communication and Coordination, IPCC) regroupant déjà des organisations de quinze pays, aux mouvements les plus significatifs de tous les pays européens, afin que les actions projetées prennent une véritable dimension internationale.

- L'organisation d'une journée d'action du mouvement ouvrier se traduisant, partout où c'est possible, par des grèves appelées par les syndicats durant la semaine précédant les mobilisations qui auront lieu autour du 23 octobre prochain.

- Le renforcement systématique des liens avec les mouvements pacifistes à l'Est, en assurant notamment une présence des mouvements anti-guerre européens à la Conférence pour la paix qui se tiendra à Prague le 15 juin prochain, et en se donnant pour but, par leurs interventions et leurs propositions, d'apporter un soutien concret aux groupes indépendants de l'Est.

- La participation aux camps d'été qui se tiendront prochainement et, en particulier, le soutien aux actions engagées par les nombreux groupes de femmes pour la paix, qui sont à la tête de ces initiatives.

Le succès de ces initiatives dépendra avant tout de l'engagement de la masse des travailleurs dans la lutte contre la course aux armements. Il nous incombe donc de tout faire pour développer la mobilisation dans les syndicats et dans les organisations de masse du mouvement ouvrier.

Jacqueline ALLIO,
Berlin, le 15 mai 1983.

